



Un parti de principes
Un parti souple
Un parti de travailleurs

8^e congrès du ptb

ptb

Un parti de principes
Un parti souple
Un parti de travailleurs

Couverture : Comm'sa.
Mise en page : EPO
Impression : Imprimerie EPO
Lange Pastoorstraat 25-27
2600 Anvers (Belgique)
Tél. : + 32 3 239 61 29

© Éditions du PTB
Bd M. Lemonnier 171
1000 Bruxelles
Belgique

Tél. : + 32 2 504 01 10
Fax : + 32 2 513 98 31

E-mail : ptb@ptb.be
Site : www.ptb.be

2 mars 2008

Éd. resp. : Marie-Rose Eligius, bd M. Lemonnier 171, Bruxelles, Belgique

Un parti de principes

Un parti souple

Un parti de travailleurs

8^e congrès du ptb

ptb

Table des matières

Introduction 7

Chapitre 1. L'avenir est au socialisme 13

1. L'offensive de la droite 16
2. Nouveaux développements 18
3. Le socialisme : une réponse globale 28
4. Le PTB aujourd'hui : ferme sur les principes et souple en même temps 38

Chapitre 2. Un parti de principes 41

Introduction 43

1. Le marxisme 46
2. La population travailleuse porte l'avenir en elle 53
3. Une société sans exploitation 55
4. Action sociale, réformes et changements fondamentaux 60
5. Un parti communiste contemporain 63
6. Un parti internationaliste 66
7. Mesures pratiques 67

Chapitre 3. Un parti souple 73

Introduction 75

1. La tactique est partie intégrante du marxisme 75
2. La tactique est un art.
Trente recommandations pour une bonne tactique. 79
3. Le PTB tel qu'il est. Le profil positif du parti des gens d'abord 100
4. Attention particulière à la tactique syndicale 102

Chapitre 4. Un parti de travailleurs 107

Introduction 109

1. Nous voulons devenir le parti des travailleurs 109
2. Comment et où construire le parti ? 112
3. Un parti actif, un parti de membres 118
4. Les différents niveaux dans le parti 121
5. Au PTB chacun a droit à une formation adaptée 127
6. Qu'est-ce qui doit encore changer pour pouvoir atteindre ces objectifs ? 129

Notes 131

Introduction*

Avec 369 délégués, soit 80 % de nombre total de délégués, nous satisfaisons au quorum de cette séance plénière. Le congrès a pris plus d'un an, et c'est une bonne chose. Pas moins de 171 procès-verbaux de discussion nous sont venus des groupes de base et des secteurs. Trente-six commissions sectorielles ont réuni 335 délégués et on a introduit en outre 250 amendements écrits. C'est ainsi que ça marche au PTB. Quand nous faisons quelque chose, nous le faisons à fond.

L'aspect le plus important du congrès est que la dynamique des discussions et des débats révèle un énorme potentiel. C'est un vent rafraîchissant en ces temps d'égarements nationalistes et de gouvernements intérimaires boiteux. Le PTB se trouve dans une position unique dans le paysage politique et le défi du 8^e congrès était de renouveler le parti en profondeur pour lui permettre de se développer à partir de cette position unique.

Position unique en effet. Plus de gens que nous ne le pensons se préoccupent de vision de société. L'autorité publique qui se désengage des soins de santé, de l'enseignement et des services publics. Les cadences, la flexibilité et le stress. La froide soif d'argent qui domine tout. La menace de crise financière. Les guerres d'Irak et

* Discours de clôture de Peter Mertens, au nom du Bureau du congrès, en session plénière, qui portait sur le présent document.

d’Afghanistan. Malika l’a formulé pour tout le monde ce matin : « Ce qui est unique dans notre parti, c’est que nous avons *une colonne vertébrale : notre projet de société*. Un idéal socialiste. » C’est de cela que parlent nos deux premiers chapitres.

Position unique en effet. Nous sommes ici dans cette salle avec 369 délégués de tous les coins du pays, Bruxelles, Flandre et Wallonie. Il y a des gens d’origine belge, italienne, marocaine, turque et chilienne. Comme Nadia l’a dit à cette tribune : « Nous sommes *le seul parti national* du pays, et cette session est en elle-même une déclaration politique à l’adresse des De Wever et Maingain de ce pays. » Tout ce qui nous divise nous affaiblit.

Position unique en effet. Ceci n’est pas une chambre d’entérimement où tout est décidé d’avance. Nous ne fonctionnons pas aux arrangements de couloir et au lobbying. Nous travaillons démocratiquement. Le PTB est un parti transparent, une maison de verre. De très nombreux camarades du parti se sont montrés enthousiastes par rapport au respect pour les divergences d’opinion et au sérieux du débat. Ce congrès est le congrès de toutes les sections du parti et de leurs 460 délégués. Le Bureau du congrès de son côté est enthousiaste par rapport à l’unité atteinte sur le renouveau du parti. À une session plénière ultérieure, nous approfondirons la question de la démocratie du parti et nous la fixerons dans de nouveaux statuts.

Position unique en effet. Henri a parlé d’un parti qui sait jouer de l’accordéon. Il ne pouvait mieux dire. Le PTB est *un parti souple*. Nous ne travaillons pas avec des dogmes figés ou des schémas inamovibles. Nous ne travaillons pas dans le passé. Nous travaillons aujourd’hui au monde de demain. Nous ne travaillons pas avec des numéros, nous travaillons avec des gens.

Et donc nous avons effectivement besoin de la souplesse de l'accordéoniste pour pouvoir répondre à de nombreuses préoccupations et au monde d'aujourd'hui. C'est de cela que parle le troisième chapitre.

Position unique en effet. Celui qui repasse le film de cette session pourra sentir l'âme du parti. Voyez qui a pris la parole aujourd'hui à cette tribune. Nous comptons presque 3 000 membres et nous en voulons 5 000 bientôt. Nous n'avons pas besoin d'un bureau de sondage chèrement payé pour connaître notre public cible. Nous ne devons pas nous adresser, selon les sondages, un peu plus à la société civile, un peu moins aux quartiers, un peu plus aux habitants des lofts, un peu moins aux entreprises. Nous savons quel parti nous sommes. Nos gens, nous les rencontrons nous-mêmes dans les quartiers, les usines et les bureaux, les écoles et les organisations sociales. Nous sommes un parti de travailleurs. Comme l'a dit Christine : « Le parti, c'est vous, c'est moi, c'est nous. » Ça, c'est ce dont parle le quatrième chapitre.

Position unique en effet. Aujourd'hui, il est devenu de bon ton de présenter les syndicats comme des forces conservatrices qui se cramponneraient aux droits acquis. Vouloir préserver et étendre la sécurité sociale, l'index, les vacances, les pensions, le droit de s'exprimer librement, le droit de grève, ce n'est pas conservateur mais progressiste. Pour cela, il faut des syndicats forts, avec des dizaines de milliers de délégués qui dans l'ombre, jour après jour, défendent les gens. Comme sont venus le raconter aujourd'hui Alain, de Caterpillar, et Anne, femme d'ouvrage à Sidmar. Non, le PTB n'est pas un syndicat. Non, notre parti n'entend pas se substituer au syndicat. Mais oui, nous allons donner la traduction politique de ce qu'il y a de meilleur dans le mouvement syndical.

Au nom du Bureau du congrès, je veux remercier chaleureusement tous les délégués. Ceci est votre congrès. Et avec les orientations qui ont été adoptées aujourd'hui dans le texte *Un parti de principes, un parti souple, un parti de travailleurs*, nous sommes en mesure de faire jouer notre position unique dans les années qui viennent.



L'avenir est au socialisme

Chapitre 1. L'avenir est au socialisme

Table des matières

1. L'offensive de la droite 16
2. Nouveaux développements 18
 - 2.1. L'aigle blessé (l'économie nord-américaine) 18
 - 2.2. L'Union européenne : du plomb dans l'aile 19
 - 2.3. Le géant nord-américain s'embourbe
au Moyen-Orient 21
 - 2.4. De nouvelles économies s'affirment dans le Sud 23
 - 2.5. Un vent nouveau souffle sur l'Amérique latine 26
3. Le socialisme : une réponse globale 28
 - 3.1. Socio-économique : exploitation et appauvrissement
croissants 29
 - a. En Europe et en Belgique 29
 - b. Dans le monde 31
 - 3.2. Démocratie :
démantèlement des acquis démocratiques 31
 - 3.3. Écologie :
destruction du cadre de vie des générations futures 34
 - 3.4. Le socialisme est devenu une nécessité 36
4. Le PTB aujourd'hui :
ferme sur les principes et souple en même temps 38

Nous sommes des optimistes. Ce n'est pas que le monde s'améliore et qu'il y fait bon vivre. Contrairement aux générations précédentes, beaucoup de parents craignent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux.

Avoir un emploi n'est pas une garantie de sécurité. Un emploi à vie n'existe plus. On va vers un marché de l'emploi fait d'intérim, d'emplois très flexibles, de courte durée et sous-payés. Même des études supérieures n'offrent plus l'assurance d'un emploi stable. Les générations à venir devront travailler plus longtemps pour une pension de misère.

L'insécurité gagne d'autres aspects de la vie. On voit se développer des soins de santé à deux vitesses. Seul celui qui contracte une coûteuse assurance privée sera peut-être soigné convenablement. Trouver un logement décent devient très difficile, à moins de s'engager à rembourser des prêts sur trente à quarante ans. L'énergie et l'eau deviennent des produits de luxe.

L'insécurité ne se limite pas à notre pays. Les problèmes planétaires s'accumulent. Le climat se réchauffe plus vite, sans mesures adéquates pour l'enrayer. Il y a de plus en plus d'endroits où des guerres risquent d'éclater. Et nos gouvernements envoient de plus en plus souvent des troupes à travers le monde, augmentant encore le risque de guerre.

Le monde qu'on nous offre est moins sûr, moins pacifique, moins démocratique et moins sain.

Nous sommes des optimistes car nous estimons qu'un autre monde, un monde socialiste, n'est pas seulement nécessaire, mais deviendra même possible au cours de ce 21^e siècle.

1. L'offensive de la droite

Depuis les années 70, les forces de droite sont globalement à l'offensive. Cela caractérise le monde dans lequel nous vivons. Cette offensive de la droite est basée sur deux événements cruciaux de la deuxième moitié du 20^e siècle.

1. Au début des années 70, le capitalisme mondial s'enfonce dans *une crise structurelle*. La crise est caractérisée par une surcapacité de production (les entreprises sont capables de produire beaucoup plus que ce qu'elles peuvent vendre) et un taux de chômage élevé. Cette crise n'est pas passagère, elle est propre au système et continue à déterminer le contexte économique¹.

On doit à Karl Marx d'avoir montré l'origine des crises. Elles trouvent leur origine dans le caractère anarchique du système capitaliste de production. Chaque chef d'entreprise individuel investit son argent dans un secteur d'activité déterminé et produit le plus possible, sans planification au niveau de la société tout entière. Il cherche à produire toujours mieux, toujours plus², à un prix toujours plus bas³, pour arracher à ses concurrents la part de marché la plus grande possible. Chaque chef d'entreprise agit ainsi, sans tenir compte de ce que font ses concurrents. Il ne pourrait d'ailleurs pas en tenir compte. L'économie n'est pas dirigée vers les besoins des gens, mais vers les plus grands bénéfices possibles pour les capitalistes. La production pour le marché libre se fait donc dans le désordre et l'anarchie.

À un certain moment, l'équilibre entre les différents secteurs de la production est rompu. Le pouvoir d'achat de la population travailleuse ne suit pas. Les marchés disponibles sont épuisés. Certains produits ne trouvent plus de débouchés suffisants. C'est la

crise de surproduction⁴, avec son lot de faillites, de fermetures, de chômage et la chute libre du pouvoir d'achat de la population.

À la base de cette anarchie se trouve une contradiction fondamentale. D'une part, la production est de plus en plus socialisée : les produits qui sortent de l'usine sont le résultat du travail collectif de milliers d'ouvriers. Mais d'autre part, les moyens de production⁵ et les marchandises produites restent dans les mains d'un petit groupe de gros propriétaires, de grands actionnaires et de rentiers.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le capitalisme a connu une période de stabilisation durant les années 50, et même d'expansion durant les années 60 (les *golden sixties*). Durant ces années, les travailleurs luttent de plus en plus souvent pour étendre leurs droits (par exemple pour un treizième mois) ou pour augmenter leurs salaires (revendiquant des augmentations de 3, de 5, de 10 %).

La crise des années 70 change la situation. Le monde patronal lance une offensive contre les principaux acquis de la classe ouvrière. Pour assurer la croissance continue des profits, il leur faut démanteler les salaires, les conditions de travail, la sécurité sociale, les services publics.

Les travailleurs et leurs syndicats réagissent aujourd'hui principalement par des mouvements de lutte pour le maintien du plus possible de leurs acquis sociaux, économiques, syndicaux, politiques.

2. Le socialisme en Union soviétique et en Europe de l'Est a toujours été pris entre deux feux. De l'intérieur, par des forces qui rêvaient de restaurer le capitalisme. De l'extérieur, par les grandes puissances occidentales qui rêvaient de la reconquête de marchés à l'est.

Finalement, ces campagnes anticommunistes ont culminé en 1989 avec *la chute du Mur de Berlin*⁶.

Au niveau mondial, le rapport de forces a basculé en faveur des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon. Les grandes puissances se sont senties enfin débarrassées de la seule force qui faisait contrepoids à leur domination mondiale.

Depuis, les patrons s'attaquent avec une arrogance accrue aux acquis de la population travailleuse. En même temps, les États-Unis et leurs alliés se lancent dans une tentative de recolonisation des pays du Sud.

Ces facteurs aussi poussent aujourd'hui les forces de progrès sur la défensive.

Le 7^e Congrès du Parti du Travail de Belgique a analysé ces développements dans les « Thèses sur l'Europe » et les « Thèses sur la mondialisation ». Au 8^e Congrès, nous voulons mettre en lumière les derniers développements. Cela permet de nuancer certaines thèses et d'en améliorer d'autres.

Le rapport de forces global reste à l'avantage des forces de droite. Mais elles sont confrontées à diverses crises et à la résistance des peuples qui s'affirme de manière inégale dans le monde. Particulièrement au sud, des forces économiques et politiques se lèvent qui entravent la domination absolue des États-Unis et de leurs alliés.

Ces dernières années révèlent aussi plus clairement les failles inhérentes au système capitaliste de production.

2. Nouveaux développements

2.1. L'aigle blessé (l'économie nord-américaine)

L'économie nord-américaine est de plus en plus dépendante des produits fabriqués à l'étranger, et particulièrement dans le Sud.

Il en était tout autrement il y a un quart de siècle. En 1973, quasiment tout était produit aux États-Unis mêmes. Aujourd'hui, l'industrie américaine ne produit plus que la moitié des besoins du pays, tandis que les importations de pays en voie de développement assurent plus d'un quart des besoins. C'est la cause de l'énorme déficit commercial des États-Unis⁷, déficit qui approchait 800 milliards de dollars en 2006, soit 6 % du PIB⁸. Si cela se passait dans un autre pays, on verrait y débarquer les experts du Fonds monétaire international pour redresser l'économie.

Mais tant que les États-Unis peuvent s'appuyer sur leur statut international de superpuissance, ils peuvent compenser ce déficit par un apport de capitaux étrangers. Pour 2006, on estime cet apport à environ 800 milliards de dollars. *Il suffit d'une crise financière majeure pour que ce fragile équilibre éclate*⁹.

La spéculation financière prend une ampleur croissante dans l'économie mondiale. Toute crise financière peut secouer de fond en comble le système capitaliste entier. La crise boursière qui frappe les États-Unis depuis août 2007 fait des vagues dans le monde entier. Les analystes économiques s'attendent à une situation de plus en plus mauvaise. Personne ne peut plus exclure que l'économie capitaliste mondiale connaisse une grave récession dans un avenir proche¹⁰.

2.2. L'Union européenne : du plomb dans l'aile

Voilà sept ans que les dirigeants de l'Union adoptaient à Lisbonne l'objectif avancé par les grands industriels européens : devenir pour 2010 l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde. Mais l'Union européenne ne parvient pas à combler l'écart avec les États-Unis. Entre-temps, les États-Unis

continuent à augmenter la productivité, à renforcer l'aide aux entreprises, à démanteler encore plus le secteur social¹¹.

L'Union européenne s'est certes élargie à de nouveaux États membres. Cependant, les milieux dirigeants de ces nouveaux adhérents de l'Europe de l'Est sont souvent étroitement liés aux États-Unis. *C'est ainsi que l'élargissement de l'Union européenne a aggravé ses contradictions internes.* Aussi se trouve-t-elle devant le choix : soit renforcer son unité – ce qui n'est possible qu'en trouvant des compromis avec les forces pro-américaines en son sein – soit renforcer la compétition avec Washington, mais au risque d'éclater. C'est la première option qui l'emporte pour l'instant.

L'Union européenne a l'ambition de mettre sur pied une « défense » militaire pour protéger ses propres intérêts. Mais actuellement c'est dans le cadre de l'OTAN¹² (dirigée par les États-Unis) que les troupes européennes opèrent en Afghanistan.

La France et les Pays-Bas furent deux des rares pays à soumettre le projet de « Traité établissant une constitution pour l'Europe » à un référendum¹³. Ce projet de constitution imposait les règles du marché et de la concurrence capitalistes comme seul système économique possible. Un « non » massif l'a provisoirement torpillé. Aujourd'hui, les gouvernements veulent introduire un nouveau projet de traité qu'ils ne comptent plus soumettre au référendum.

Jusqu'à présent, les milieux dirigeants européens réussissent à appliquer leurs directives antisociales. Cependant, ces mesures ne passent pas toujours comme une lettre à la poste. Les luttes n'arrivent pas toujours à enterrer ces directives, mais au moins elles leur mettent des bâtons dans les roues, retardent leur application, en limitent parfois l'ampleur voulue par les grands patrons et les gouvernements¹⁴. Aux Pays-Bas, en Belgique, en Al-

Allemagne et ailleurs, les organisations syndicales se sont opposées par des grèves à des projets sur la prolongation de la carrière, le démantèlement des retraites, le blocage des salaires, les mesures contre les chômeurs. Les étudiants et les travailleurs de France ont bloqué le projet de Contrat première embauche (CPE). Les travailleurs des nouveaux États membres, anciennement socialistes, font l'amère expérience de leur adhésion à l'Europe. Ils ont perdu leur sécurité sociale, la gratuité de l'enseignement et des soins médicaux, leur sécurité d'emploi... Des luttes syndicales y apparaissent comme à l'usine Skoda en République tchèque.

Face à l'unité du monde patronal s'impose l'unité du monde du travail. Globalement, l'unification des luttes au niveau européen accuse un retard important. L'attaque contre les pensions ou la sécurité sociale, tout comme la privatisation des services publics et bien d'autres mesures sont décidées centralement, soit par l'Union européenne, soit par les quartiers généraux des grosses entreprises. Mais les organisations syndicales ripostent la plupart du temps encore en ordre dispersé.

Quelques expériences positives montrent la voie à suivre. En janvier 2006, les dockers ont mené une première lutte européenne contre le projet de directive Port Package. Ils ont bloqué cette directive qui avait pour objectif de démanteler leur statut. L'opposition syndicale a conduit à des modifications importantes du projet Bolkestein qui organise la concurrence dans le domaine des services en Europe.

2.3. Le géant nord-américain s'embourbe au Moyen-Orient

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 à New York, le président Bush annonçait sa nouvelle doctrine des « guerres pré-

ventives ». Les États-Unis se réservaient le droit de prévenir par tous les moyens l'émergence de forces qui pourraient menacer leur supériorité ou gêner la réalisation de leur stratégie. L'administration de G. W. Bush inventa des mensonges pour justifier une nouvelle guerre en Irak. Cette guerre, tout comme celle d'Afghanistan, devait avant tout garantir la domination des États-Unis sur les ressources pétrolières. Du même coup, ils contrôlèrent l'approvisionnement de leurs concurrents européen, japonais et chinois.

Manifestement, leur supériorité écrasante en armes et en moyens financiers ne garantit pas des victoires faciles aux États-Unis et à l'OTAN. Washington doit aujourd'hui admettre que ses troupes s'embourbent. En Irak, au moins 3 800 soldats étasuniens ont perdu la vie, plus de 27 000 autres ont été grièvement blessés. L'insurrection ne cesse de gagner en ampleur. Pour contrer une défaite inéluctable, Washington attise les conflits ethniques et religieux¹⁵.

En Afghanistan aussi, les troupes d'occupation de l'OTAN font face à une résistance croissante.

L'agression israélienne de 2006 contre le Liban a échoué. Cette attaque a été effectuée avec le soutien des États-Unis, qui ont toujours considéré Israël comme leur tête de pont dans la région. Elle devait étouffer la résistance nationaliste libanaise et palestinienne et ouvrir la voie à la guerre contre la Syrie et l'Iran. Cet objectif était inscrit de longue date dans la stratégie globale des États-Unis pour la domination du Moyen-Orient. Mais pour la première fois en 60 ans, les troupes israéliennes ont dû rentrer bredouilles. Cette défaite israélo-étasunienne au Liban a affaibli la stratégie nord-américaine de division de la population libanaise sur base religieuse et ethnique. Elle y a renforcé la résistance nationaliste arabe.

La stratégie de domination mondiale prônée par G. W. Bush et l'extrême droite à Washington encaisse donc de sérieux coups. Pour les pays et peuples désireux de prendre en main leur propre avenir, cela signifie que les grandes puissances capitalistes ne sont pas invincibles.

2.4. De nouvelles économies s'affirment dans le Sud

Au moment de la victoire de la révolution nationale et démocratique¹⁶ en 1949, *la Chine* était un pays extrêmement pauvre, dominé par le colonialisme et le féodalisme. Au début des années 50, la Chine a entamé son passage au socialisme. Elle n'a pas cessé depuis de s'en revendiquer. Le socialisme comme le concevaient Marx et Engels remplacerait inévitablement le système capitaliste une fois que celui-ci aurait atteint un niveau de développement élevé. La Chine des années 50 n'en était nullement là. En 1949, son PIB par habitant n'atteignait qu'un quart de celui de l'Afrique. Le capitalisme n'y existait encore qu'à une échelle extrêmement réduite et était essentiellement présent dans les anciennes concessions coloniales¹⁷. La Chine d'aujourd'hui est toujours un pays en voie de développement. Malgré une région côtière industriellement développée, la majorité de la population reste rurale. La Chine se classe parmi les pays moyennement pauvres¹⁸. Une période de transition s'imposait inévitablement.

À l'heure actuelle, 70 % des 500 entreprises chinoises au chiffre d'affaires le plus élevé sont des entreprises publiques ou contrôlées par l'État. Leurs capitaux représentent 85 % du capital total de ces 500 entreprises. L'État socialiste possède ou contrôle les secteurs économiques d'importance stratégique. Le gouvernement a reprivatisé un certain nombre d'autres secteurs

et encourage l'établissement d'entreprises privées, chinoises ou étrangères. Il développe une économie de marché que l'État contrôle à un certain degré.

Ces réformes offrent des possibilités, mais présentent aussi des dangers. Grâce à elles, la Chine a pu augmenter rapidement le niveau de vie de sa population – qui s'élève à plus de 1,3 milliard d'habitants déjà. En même temps, les lois du système de propriété privée des moyens de production (c.-à-d. du capitalisme) et du marché se manifestent aussi. Des inégalités s'accroissent entre riches et pauvres, entre villes et campagnes. Le nombre de capitalistes augmente et peut devenir une force menaçante pour le socialisme. L'histoire dira si les communistes chinois pourront développer de manière correcte et créative le socialisme dans cet immense pays du sud.

Aujourd'hui, la Chine est devenue le troisième exportateur au monde. Au rythme de croissance actuel d'environ 10 % par an, son produit intérieur brut dépassera celui des États-Unis avant la moitié du siècle.

En laissant la Chine entrer dans l'OMC (Organisation mondiale du commerce¹⁹), les États-Unis, l'Europe et le Japon espéraient contrôler son économie. Ils doivent constater l'échec de cette politique.

La Chine a acquis de nouvelles technologies et la capacité de produire elle-même, dans tous les domaines. Grâce à cela, elle a pu sortir des dizaines de millions de paysans de la pauvreté et faire progresser le pays entier. Cela lui permet aussi de développer des relations économiques avec un nombre croissant de pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique qui peuvent ainsi diminuer leur dépendance vis-à-vis des multinationales impérialistes. Souvent la Chine leur fournit une aide non négligeable. Ainsi,

en échange de matières premières, de pétrole surtout, la Chine s'engage dans de nombreux projets de développement en Afrique²⁰. Pour la première fois dans l'histoire moderne, l'Afrique voit la possibilité de se développer de manière indépendante. Les puissances occidentales comptaient renforcer leur mainmise sur le Sud afin d'exploiter à fond ses ressources et ses marchés. Mais voilà qu'elles ne peuvent pas empêcher la Chine de développer des relations commerciales privilégiées avec leurs anciennes « chasses gardées », africaines pour l'Europe, latino-américaines pour les États-Unis.

Les échanges des pays du sud avec l'Inde et le Brésil augmentent également. Beaucoup de travailleurs craignent que ces nouvelles économies menacent leurs emplois. Certains ont en effet perdu leur travail suite à la délocalisation de leur entreprise ou à l'entrée sur nos marchés de produits meilleur marché. Mais dans son ensemble cette crainte n'est pas justifiée. Les réformes et la croissance économiques de la Chine bénéficient à l'ensemble de l'économie mondiale. De nombreuses études démontrent que le développement vigoureux de grands pays du sud suscite une telle demande envers les entreprises de nos pays qu'en fait bien plus d'emplois sont sauvés que perdus. C'est l'augmentation de la productivité (hausse interminable des cadences de travail et de la flexibilité, introduction de technologies sans cesse plus performantes, etc.) qui est de très loin la cause majeure des pertes d'emplois chez nous²¹. En fait, la croissance phénoménale de l'économie chinoise a stimulé la demande de produits occidentaux et par là l'emploi global²².

L'Union soviétique démembrée, la Maison blanche a rêvé de réduire la Russie au rang de pays dépendant²³. Washington a tout fait pour affaiblir la Russie et la déchirer et susciter des

guerres séparatistes en son sein – comme en Tchétchénie. Les États-Unis ont étendu l’OTAN jusqu’aux portes de la Russie et l’ont encerclée de bases militaires. Mais la Russie se redresse²⁴. Son économie profite des immenses richesses naturelles, comme le gaz naturel et le pétrole, et de nombreux minéraux. La grande bourgeoisie, avec à sa tête Poutine, tente – non sans succès – de rendre à la Russie son statut de puissance mondiale.

Différentes nouvelles organisations de collaboration économique, politique et même militaire renforcent cette tendance au développement indépendant. L’Organisation de coopération de Shanghai en est un exemple. Elle regroupe la Chine, la Russie et quatre républiques d’Asie centrale (le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l’Ouzbékistan). Le Pakistan, la Mongolie, l’Iran et l’Inde y ont le statut d’observateurs, les trois premiers ont demandé leur affiliation.

Ces développements favorisent *un monde multipolaire*²⁵. Les États-Unis revendiquent depuis plus de soixante ans le rôle de puissance dirigeante et se comportent depuis en gendarme du monde. Ils maintiennent cette prétention, mais l’écart entre leurs ambitions et leur capacité réelle à les réaliser ne cesse de grandir. Cela ne peut qu’encourager les pays en voie de développement à prendre en main leur propre sort.

2.5. Un vent nouveau souffle sur l’Amérique latine

Depuis plus d’un siècle, Washington considère l’Amérique latine comme son jardin privé, sa chasse gardée²⁶. Toute tentative de libération était étouffée dans l’œuf. Seule Cuba a pu se défaire de cette emprise. Mais après la révolution de 1959, elle est long-

temps restée une île d'anti-impérialisme et de construction du socialisme, isolée au milieu du continent américain.

En 1998, le bolivarien²⁷ Hugo Chávez gagne les élections présidentielles. Il promet de mettre les revenus du pétrole au service du développement du pays, de sa population et des pays amis. Il tient sa promesse et gagne depuis lors toutes les élections²⁸.

Le 18 décembre 2005, le peuple de Bolivie élit Evo Morales à la présidence. Ce leader paysan a uni les peuples amérindiens et les travailleurs de Bolivie à travers d'innombrables luttes. Il met fin au vol du gaz naturel par les multinationales nord-américaines. Il noue des relations privilégiées avec Cuba et le Venezuela.

Le plan de domination économique globale de l'Amérique latine, l'ALCA (zone de libre-échange des Amériques), imaginé par la Maison Blanche est mis en échec. Le Venezuela et Cuba y répondent par une coopération anti-impérialiste : l'ALBA (alternative bolivarienne pour les Amériques). La Bolivie et le Nicaragua les rejoignent. L'emprise de Washington sur sa chasse gardée se trouve affaiblie et menacée. Ce qui ne l'empêche pas de tout mettre en œuvre pour déstabiliser les gouvernements du Venezuela ou de Bolivie et de conclure des accords bilatéraux de libre-échange avec des pays comme la Colombie ou le Pérou.

Les différents mouvements et courants nationalistes et anti-impérialistes dans le monde se renforcent objectivement. La résistance en Irak et en Afghanistan a contrarié les visées militaires des États-Unis – qui menaçaient aussi bien Cuba, la Corée du Nord, la Syrie et l'Iran, que le Venezuela. Le développement économique de la Chine serait lourdement hypothéqué si elle ne pouvait pas compter sur le pétrole du Nigeria, de l'Iran, du Soudan, du Venezuela... Inversement, le commerce avec la

Chine permet à Cuba, au Venezuela et à de nombreux autres pays du sud de briser les obstacles, voire les blocus, instaurés par Washington.

Ces développements positifs n'empêchent pas le rapport de forces mondial de rester largement à l'avantage des entreprises transnationales et des forces politiques de droite. Ces développements constituent cependant des brèches qui permettent de progresser dans la lutte et d'entrevoir un autre monde, sans oppression ni exploitation.

3. Le socialisme : une réponse globale

Lors de la chute du mur de Berlin, les beaux parleurs de Washington, Berlin et Londres ont promis un avenir de paix. Le débat de société était tranché une fois pour toutes : le mode de production capitaliste était le seul possible, affirmait leur pensée unique assourdissante. Depuis, le monde connaît un recul sur tous les plans essentiels, tant socio-économique (exploitation et misère croissantes), que démocratique (démantèlement des acquis démocratiques), et écologique (destruction de l'environnement pour les générations futures). *En d'autres termes, nous ne pouvons pas abandonner le débat de société aux mains de ceux qui nous apportent le recul social, démocratique et écologique.* La situation d'une partie toujours plus grande de la population mondiale nous oblige à avancer une solution de rechange. Le socialisme est devenu une nécessité pour la survie même de l'humanité.

3.1. Socio-économique : exploitation et appauvrissement croissants

a. En Europe et en Belgique

Sur les vingt dernières années, il n'y pas un seul domaine – que ce soit celui de l'emploi, des conditions de travail, de la santé, de l'éducation, du logement ou des pensions – où on peut parler de progrès social. Que du contraire.

Les gouvernements de l'Union européenne se sont résolument lancés sur la voie de l'américanisation. C'est la signification du sommet européen de Lisbonne en 2000. Pour dépasser l'économie des États-Unis, ils prévoient de démanteler les acquis et les droits des travailleurs pour les faire baisser jusqu'au niveau étasunien. Les effets ne pouvaient pas tarder.

Dans l'Union européenne, en 2004, 16 % des habitants vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Dans cette catégorie de pauvres, 8 % des gens ont un emploi²⁹.

Ces quinze dernières années, la part des salaires dans le revenu total³⁰ de la zone euro est passée de 68 % à 65 %. Ces 3 % de différence représentent des milliards d'euros de dividendes et de bénéfices.

Les patrons réalisent des profits d'un niveau sans précédent. Les actionnaires des sociétés belges ont vu leurs dividendes augmenter de 10 % par an les dix dernières années. Mais cette croissance des bénéfices n'est pas la conséquence de la conquête de nouveaux marchés, au contraire. La croissance des richesses des capitalistes est essentiellement la conséquence :

- de l'intensification du travail (augmentation de la productivité),
- du recours à la sous-traitance (y compris de l'étranger),

- du recours au travail précaire (intérim, contrats temporaires),
- de la baisse des salaires réels (particulièrement de la partie indirecte, payée à la sécurité sociale),
- des délocalisations vers des pays aux salaires plus bas,
- de la baisse des prix de certaines matières premières.

Tous les pays européens courent derrière les objectifs de Lisbonne. En Belgique, le pacte des générations³¹ a réformé de fond en comble la prépension et oblige dorénavant à rester disponible sur le marché de l'emploi jusqu'à 58 ans. À partir de 2008, les prépensions ne pourront plus être accordées avant 60 ans. L'objectif est de prolonger la carrière de cinq ans. Alors qu'il y a plus de 100 000 jeunes au chômage.

Mais déjà le prochain train d'attaques s'annonce. Sous le vocable de « flexicurité³² », l'Union européenne veut imposer une réforme du droit social pour rendre le contrat d'emploi encore plus flexible. L'objectif est de revoir les protections contre le licenciement, de renforcer le contrôle des chômeurs, de généraliser encore plus les contrats sous-payés et d'introduire beaucoup plus de flexibilité dans les conventions salariales et les horaires de travail.

En même temps, l'Union européenne continue à pousser l'ensemble des pays à privatiser et libéraliser au maximum les secteurs qui étaient jadis le monopole de l'État (chemins de fer, poste, transports...) ³³. L'Union européenne a poussé à libéraliser le secteur des services et s'apprête déjà à faire de même pour les secteurs sociaux. Cela revient à créer de nouveaux marchés pour les monopoles privés, mais aux dépens de l'emploi, des conditions de travail et des services rendus à la population.

b. Dans le monde

Le bilan de la mondialisation depuis le renversement du socialisme en URSS est désastreux³⁴.

54 pays sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1990. Sur ces 54 pays, 17 se trouvent en Europe de l'Est et dans la Communauté des États indépendants (CEI)³⁵. Entre-temps, les revenus des 500 personnes les plus riches au monde dépassent ceux des 416 millions les plus pauvres...

Dans 34 pays, l'espérance de vie diminue. L'espérance de vie au sud du Sahara est même aujourd'hui plus basse qu'il y a trente ans. Dans 21 pays, une proportion plus importante de la population souffre de la faim alors que les moyens existent pour nourrir décemment bien plus que la population mondiale actuelle. Dans 14 pays, les enfants sont plus nombreux aujourd'hui à mourir avant l'âge de cinq ans, alors que les progrès de la médecine permettraient de sauver l'immense majorité d'entre eux.

Dans 12 pays, les inscriptions dans l'enseignement primaire reculent. L'analphabétisme augmente alors que les techniques d'enseignement les plus modernes existent.

3.2. Démocratie : démantèlement des acquis démocratiques

Dans l'euphorie de la chute du mur de Berlin, on a proclamé aussi « la fin des idéologies ». Il ne fallait plus de débat de société, le capitalisme avait triomphé. Au fur et à mesure que cette euphorie retombe, et à mesure que les contradictions s'aggravent, on prend des mesures de plus en plus répressives pour museler toute alternative de société. Des acquis démocratiques comme les droits syndicaux, le droit d'association et le droit à la liberté

d'expression – acquis par près de cent ans de lutte ouvrière – sont continuellement remis en cause.

En Belgique – comme dans le reste de l'Union européenne d'ailleurs – le gouvernement et le patronat s'en prennent toujours plus aux droits syndicaux. Ils répondent à la grève par les réquisitions, au piquet de grève par des astreintes financières. Des militants syndicaux sont licenciés et si un tribunal déclare leur licenciement illégal, les patrons peuvent se permettre de n'en tenir aucun compte. Comme en France, le gouvernement veut vider le droit de grève de sa substance par l'instauration d'un service minimum obligatoire.

Alors que la liberté de marché permet aux multinationales de s'implanter où elles le veulent, les gouvernements propagent le nationalisme pour diviser les peuples et faire passer plus facilement leurs politiques antisociales. L'Union européenne a développé le concept de l'Europe des régions. Dans notre pays, les partis traditionnels jouent à fond la carte du nationalisme pour démolir la sécurité sociale, le droit du travail et les salaires. Il leur sert à diviser et à affaiblir le mouvement syndical et à réduire de manière radicale les droits démocratiques³⁶. D'autre part, les mesures transformant l'Union européenne en forteresse renforcent le racisme propagé par l'extrême droite.

L'Union européenne a adopté une liste d'organisations prétendument « terroristes » dans laquelle figurent un certain nombre de mouvements de libération et certaines organisations communistes. Les différents États membres ont édicté des lois « antiterroristes » qui permettent entre autres de poursuivre des gens uniquement parce qu'ils appartiennent à une telle organisation. Des militants turcs et belges ont ainsi été

condamnés en Belgique, alors qu'ils n'y ont pas commis le moindre délit.

Des forces de droite poussent à la fascisation sous couvert de « lutte contre les crimes du communisme et de la lutte de classe » ou de « lutte contre le terrorisme ». Dans certains pays est-européens membres de l'Union, elles remettent le passé fasciste à l'honneur, menacent les organisations syndicales militantes et interdisent les communistes. C'est le cas en République tchèque où le gouvernement a interdit la Jeunesse communiste tchèque (KSM), car elle prône la propriété collective des moyens de production et s'oppose à la privatisation des entreprises encore publiques.

Grâce à une mobilisation de forces communistes et démocratiques, un projet de résolution anticommuniste n'a pas pu passer le cap de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en janvier 2006. Des victoires modestes ont été obtenues en Belgique et ailleurs.

Les revers militaires des grandes puissances ne signifient pas qu'elles s'y résignent. Les contradictions entre pays de l'Union européenne ne les empêchent pas de s'armer plus et mieux afin de défendre leurs intérêts dans le monde.

Jamais la superpuissance nord-américaine n'abandonnera son ambition de dominer le monde, quels que soient les moyens à utiliser. Les travaux préparatoires de mise en production des armes nucléaires miniatures aux États-Unis indiquent qu'ils s'orientent vers une terreur encore plus destructrice.

Les États-Unis continuent en Irak leur guerre qui a entraîné la mort d'au moins 655 000 civils irakiens entre mars 2003 et juillet 2006. Le gouvernement Bush sait qu'il est en train de perdre la guerre, mais la nécessité de contrôler la région et le pétrole l'empêche d'y mettre fin.

3.3. Écologie : destruction du cadre de vie des générations futures

Le réchauffement de la planète mènera au cours du siècle qui commence à une augmentation de la température moyenne à la surface de la Terre ainsi qu'à des températures extrêmes. Il provoque une diminution de la couverture neigeuse et des étendues glaciaires, comme en témoigne la fonte rapide des glaciers et des pôles. Les réserves d'eau potable diminuent. L'augmentation du niveau de la mer et des pluies augmente le nombre et l'ampleur des inondations. Le nombre de cyclones se multiplie, ils deviennent plus destructeurs, ils s'abattent sur plus de régions. Tout cela entraîne la destruction des récoltes, la mort de milliers de gens et des centaines de milliers de « réfugiés climatiques ».

Le climat a toujours varié et continuera à varier. Mais les variations extrêmes et l'accélération des changements des dernières décennies sont principalement dues aux interventions humaines. Elles ne laissent que peu de temps d'adaptation aux sociétés humaines et à la nature.

L'environnement se trouve menacé aussi par la déforestation, la pollution de l'eau et des sols, la contamination par les déchets et pollutions chimiques, biologiques ou nucléaires...

La moitié des pollutions est causée par l'industrie et par les producteurs d'énergie. Ces derniers ont intérêt à stimuler la consommation d'énergie ou à augmenter le prix de celle-ci, même au détriment de l'ensemble de la population. Les entreprises industrielles considèrent souvent les mesures d'économie d'énergie comme nuisibles à leur profit et ne les envisagent que dans la mesure où elles peuvent amener un avantage concurrentiel. Pour augmenter les bénéfices, ces entreprises produisent souvent

dans les pays à bas salaires et transportent les marchandises sur des milliers de kilomètres vers le consommateur, multipliant la pollution par camion ou avion. Elles réduisent leurs stocks et appliquent le système du flux tendu dit aussi *just in time* (juste à temps). Les stocks sont alors en circulation dans les camions et les avions. Tout cela fait partie de la logique du système, dominé par la recherche du profit.

Les États capitalistes et leurs gouvernements protègent bien sûr cette logique. Ils considèrent les questions environnementales surtout comme un prétexte pour imposer de nouvelles charges aux travailleurs. Ou bien, ils tentent de reporter les problèmes sur les pays du sud : soit ils achètent aux pays pauvres peu industrialisés (Afrique) le droit de continuer à polluer, soit ils exigent que d'abord la Chine, l'Inde et d'autres pays nouvellement industrialisés limitent la pollution, dans le but évident de retarder leur développement.

Il n'y a d'autre issue que la mobilisation des travailleurs, des organisations syndicales et populaires afin d'exiger les mesures qui s'imposent d'urgence comme par exemple :

- La généralisation des meilleures techniques disponibles dans l'industrie pour limiter le plus possible le rejet de gaz à effet de serre.
- Des investissements massifs dans le secteur public (train, réseau express régional, métro, bus).
- Des lois imposant que le transport des marchandises sur longues distances se fasse par rail ou bateau.
- Un plan pour favoriser le passage à des sources renouvelables d'énergie.

Mais il est impossible de résoudre définitivement le problème de la destruction de l'environnement en général et du réchauffe-

ment du climat en particulier dans une société où les décisions en matière de production et d'infrastructure sont prises par des entreprises privées en fonction de leurs seuls intérêts. Un problème d'une telle envergure ne peut être résolu que dans une société où les États, de manière concertée, se chargent de la planification économique à long terme. Une telle planification sera déterminée par les intérêts du peuple et pas ceux de groupes financiers et tiendra pleinement compte des lois de l'écologie.

3.4. Le socialisme est devenu une nécessité

Les grandes entreprises multinationales ont atteint une taille telle qu'elles dirigent ou contrôlent une production équivalente à celle de plusieurs pays. Un nombre gigantesque et croissant de travailleurs dans le monde est sous leur coupe. Des produits sont fabriqués en Europe, en Asie ou en Amérique du Nord à partir de matières premières provenant de l'Afrique ou du Moyen-Orient, pour ensuite être transformés en Asie, en Europe et en Amérique.

Jamais autant de travailleurs du monde entier n'ont participé en commun à la création de richesses, jamais la production n'a été aussi socialisée.

Mais jamais non plus la propriété des grandes entreprises n'a été concentrée dans si peu de mains.

Cependant, au lieu de servir les intérêts de la majorité de la population, ces grandes entreprises accaparent la majeure partie des bénéfices et les transmettent à leurs grands actionnaires.

Cette contradiction fondamentale est à la base de toutes les contradictions sociales. Ainsi, l'évolution des technologies permettrait d'alléger le travail, d'abaisser les cadences et donc de

procurer un emploi à bien plus de gens. Mais c'est le contraire qui se fait. Ceux qui ont du travail triment au détriment de leur santé alors que les gens au chômage ont toujours plus de difficultés à vivre décemment. Notre société produit plus de richesses que jamais, et pourtant le nombre de pauvres augmente, les soins de santé deviennent hors de prix pour beaucoup.

La socialisation de la production à l'échelle mondiale entraîne en même temps la mondialisation de l'anarchie dans la production. Partout dans le monde règne l'incertitude de l'emploi. Une répartition rationnelle du travail s'impose, afin de garantir à tous les travailleurs un emploi et un revenu sûrs, afin de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population. Une telle planification globale est impossible dans une société dominée par les multinationales.

Dans la recherche du profit le plus élevé possible, les États-Unis, l'Union européenne et le Japon soutiennent leurs entreprises transnationales.

Les firmes pharmaceutiques et les autres multinationales occidentales et japonaises, soutenues par leurs gouvernements, s'attribuent le droit de protéger par des brevets des médicaments capables de guérir des dizaines de maladies. Cela leur permet de faire payer très cher des médicaments indispensables à la survie d'une partie importante de la population.

Comment, dans ces conditions, peut-on imaginer un échange sur pied d'égalité entre les pays du nord et du sud de la planète ?

Comment peut-on imaginer régler les problèmes environnementaux et climatiques dans un système qui fonctionne essentiellement sur base du profit et de la compétition acharnée ?

C'est donc le pouvoir des transnationales et de leurs grands actionnaires (propriétaires) qui doit être mis en question.

4. Le PTB aujourd'hui : ferme sur les principes et souple en même temps

L'évolution de la société nous place devant une double tâche. Le PTB nouveau veut, dans la période à venir, être à la fois un parti de principes et un parti souple. Dans un monde de changements rapides, nous avons besoin d'une colonne vertébrale solide. Notre analyse marxiste et notre engagement pour le socialisme déterminent l'identité de notre parti. C'est l'objet du chapitre 2. En même temps, nous avons besoin de souplesse et d'ouverture pour coller à la réalité des gens, pour les conscientiser, les mobiliser et les organiser (c'est le chapitre 3) et transformer le parti en parti de travailleurs (chapitre 4).



Un parti de principes

Chapitre 2. Un parti de principes

Table des matières

Introduction 43

1. Le marxisme 46

1.1. La compréhension de l'univers, du monde et de l'humanité 47

1.2. La compréhension de l'histoire 47

1.3. La compréhension de la lutte entre les classes 48

1.4. La compréhension de l'économie 49

1.5. La compréhension des expériences du socialisme 50

2. La population travailleuse porte l'avenir en elle 53

3. Une société sans exploitation 55

3.1. Économie 56

3.2. État et politique 57

3.3. Éthique 59

4. Action sociale, réformes et changements fondamentaux 60

5. Un parti communiste contemporain 63

6. Un parti internationaliste 66

7. Mesures pratiques 67

Introduction

Ce chapitre traite de nos principes. Nos principes politiques, idéologiques et organisationnels. Le chapitre suivant traite de notre souplesse, de notre attitude d'ouverture et de notre capacité d'être tactique. Il y a un lien entre les deux chapitres. Un corps a besoin de bras et de jambes souples, mais également d'une colonne vertébrale robuste. Sans cette colonne vertébrale, la souplesse devient la souplesse d'une poupée de chiffon.

Qu'est-ce que c'est cette *colonne vertébrale* du parti ?

1. Nous sommes à même d'établir un lien entre les grands problèmes de notre temps – pauvreté, chômage et stress, faim, pénurie d'eau potable, guerre, épuisement de la terre... – à partir d'une *analyse marxiste* cohérente et globale.

2. Mais il ne suffit pas d'établir ce lien. Il s'agit de donner une réponse globale. Une *société socialiste* offre des garanties de progrès social durable, de participation du peuple, de paix et de protection de la nature. Tel est le but que nous poursuivons.

3. Pour atteindre ce but, le parti s'appuie sur un certain nombre de *principes idéologiques et organisationnels*.

Ces trois points déterminent notre *identité* en tant que parti. Ils nous distinguent des partis traditionnels. Ils font la solidité et le dynamisme du parti. Les partis qui « oublient » leurs principes s'effritent. On ne peut être « un peu plus » ferme sur les principes ni « un peu moins » ferme sur les principes. En tant que parti, on est ferme sur les principes ou on ne l'est pas.

Certains camarades disent que le principal objectif pour le parti est d'intervenir de façon plus ouverte, plus souple et plus tactique. C'est une erreur. Le principal objectif du parti c'est

d'être ferme sur les principes *et* d'être souple. Les deux, et en même temps. Celui qui dissocie des principes la nécessité d'être souple, ouvert et tactique va bien vite plier sous la pression du capital.

Ce danger n'est pas neuf. L'histoire enseigne que l'abandon des principes au nom de la tactique et de la souplesse peut aller très vite. C'est en 1885 qu'a été fondé le Parti ouvrier belge, ancêtre de l'actuel PS. Le POB a délaissé assez rapidement un certain nombre de principes socialistes – surtout à partir de sa première victoire électorale en 1894. Il vaut la peine, aujourd'hui, d'examiner ce processus d'un peu plus près.

Très vite, il y eut une très grande *aversion pour le débat de fond et pour la théorie socialiste*. « Seul ce qui est direct m'intéresse », déclarait le dirigeant Anseele. Il s'adaptait aux événements du jour, voulait définir son attitude au cas par cas. Les propriétés caractéristiques du système capitaliste, les objectifs du socialisme, les intérêts à long terme de la classe ouvrière... tout cela fut bien vite « oublié » et sacrifié au profit des avantages réels ou supposés du moment.

Malgré les statuts, le pouvoir au sein de ce parti glissa vers les parlementaires du parti au détriment de la direction élue, le Conseil général³⁷. Les élus au parlement *se plaçaient au-dessus de la direction du parti*. Ils commencèrent à travailler en fonction de la vie parlementaire ou en fonction d'eux-mêmes et non plus au service de l'ensemble.

Le parti se transforma en *parti de la légalité parlementaire* au lieu d'être un parti de la lutte des classes. Le parti finit par avoir peur du mouvement ouvrier. Il l'encouragea au calme. Il fit « atterrir » les grandes grèves de 1902 et 1913 sans que rien n'eût été atteint. Le mouvement ouvrier fut de plus en plus considéré

comme un grand potentiel électoral et non plus comme la force en état de réaliser un renversement socialiste.

La *vision sur l'avenir* de la société et sur le socialisme *s'évapore*. La logique du parti devint : « Ne pas ramer contre le courant actuel, car cela nous coûtera des voix. » Le droit de vote des femmes fut rejeté parce qu'il n'était « pas populaire ». Et quand l'ouvrière du textile Emilie Claeys continua à se battre pour ce droit, elle fut exclue du parti.

Le POB développa la théorie selon laquelle une majorité parlementaire allait conduire notre pays au socialisme. Progressivement, il allait prendre en main les rênes de la société par la voie parlementaire. En fait, avec cette théorie, le POB limitait à des réformes la lutte et l'action du parti. Il empêcha que le mouvement ouvrier se développe, s'approfondisse et élargisse ses objectifs. Il tomba dans l'étroitesse réformiste. On se détournait de ce que Marx avait écrit : qu'un bouleversement, une révolution est nécessaire pour mettre un terme à la domination du capital.

Au fur et à mesure que le POB abandonnait les principes socialistes, il abandonna également *le soutien à la lutte anticoloniale*. À partir de 1900, le POB se mit à parler d'une « politique coloniale positive ». En compagnie des dirigeants des grandes sociétés, la Société Générale, l'Union Minière, etc., la direction du POB préconisa le transfert du Congo, propriété privée de Léopold II, à l'État belge et, ce faisant, laissa tomber le droit à l'autodétermination du peuple congolais.

Lorsque la Première Guerre mondiale menaçait, la direction du parti choisit la guerre contre la paix. Elle prit parti contre l'internationalisme et opta pour une alliance avec sa propre bourgeoisie³⁸. La guerre, connue chez nous par ses tranchées, était une guerre de redistribution des colonies et des sphères d'influence.

Sans la moindre hésitation, le parti vota les crédits de guerre. Émile Vandervelde, le président du parti, qualifia la guerre de « guerre sainte pour la justice, la liberté et la civilisation ». Cette guerre allait faire plus de dix millions de morts.

Ces quelques leçons de l'histoire du POB sont particulièrement instructives. Elles mettent en évidence des dangers qui existent toujours aujourd'hui. Un membre de notre parti, qui fut actif durant des années au sein du Parti communiste, le confirme : « J'ai vécu cette discussion en son temps au sein du PC, entre autres en tant que rédacteur en chef du *Rode Vaan*³⁹. La tendance à se profiler sans fin comme un "parti souple" pour finir plus tard comme un "club sans aucun principe" a ruiné le parti. »

1. Le marxisme

Les questions du travailleur intérimaire quant à son avenir. La colère du postier à propos des tournées surchargées. Les problèmes familiaux à cause des horaires impossibles et de la flexibilité. La solitude du pensionné dans une maison de repos. L'agressivité comme conséquence du stress et de l'incertitude. La crainte des parents que leur enfant ne puisse être inscrit dans une école.

Tant de questions et de problèmes ! Mais il existe un lien entre tous. Et la réponse à ces questions s'appuie sur une vision cohérente de l'être humain et de la société, sur une conception du monde. La conception du monde du PTB s'appelle le *marxisme*. Ses fondements ont été posés par Karl Marx, Friedrich Engels et Vladimir Lénine. Le marxisme consiste en *cinq grands éléments* qui, ensemble, forment un tout cohérent et harmonieux.

1.1. La compréhension de l'univers, du monde et de l'humanité

Nous recherchons une attitude objective et rationnelle. Nous partons des développements actuels de la science⁴⁰. Nous essayons de comprendre la nature, l'homme et la société tels qu'ils « sont ». Nous ne cherchons aucune explication se situant en dehors de la réalité.

La nature, l'homme et la société sont en changement et en développement continuel. Le monde bouge. Le mouvement est le résultat de la connexion dynamique de tous les éléments, de leurs relations et contradictions mutuelles. Il s'agit d'un processus permanent consistant à abandonner un certain état pour entrer dans un autre⁴¹. Nous examinons les choses dans leur interdépendance, dans leur contexte. La partie est partie d'un tout. Isoler les parties de l'ensemble donne une image déformée.

Cette philosophie s'appelle le *matérialisme dialectique*.

1.2. La compréhension de l'histoire

Pour vivre, les gens doivent manger, boire, se vêtir, se loger. Ils doivent « produire ». Cette production, et plus précisément les rapports sociaux dans la production, constituent la base de la société.

Si on voulait exposer en cent pages la vie de l'homme moderne, nonante pages décriraient une société communautaire, dix pages porteraient sur une société d'exploitation de l'homme par l'homme, dont les dix dernières lignes sur le capitalisme. Et cela n'est pas la fin de l'histoire. Pendant plus de 100 000 ans,

les humains ont vécu en communauté de chasseurs-cueilleurs dans une économie primitive⁴². Le développement de nouvelles techniques, voici moins de 10 000 ans, y amena des changements⁴³. Désormais, l'homme pouvait produire plus qu'une simple réserve pour pallier les mauvaises récoltes et saisons. Apparut alors la possibilité pour certains groupes de s'approprier systématiquement le surplus des autres. Le caractère égalitaire disparut, la société commença à se scinder en classes, en exploitateurs et en exploités. L'enrôlement d'hommes armés, l'investissement dans de nouvelles techniques, la promulgation de lois, bref, un État était devenu nécessaire afin de contrôler le surplus. L'État ne naquit pas comme un organe neutre entourant la société, mais comme un instrument de pouvoir de la classe possédante.

L'économie constitue le fondement, l'infrastructure de la société. Les institutions politiques et idéologiques constituent l'éta-ge supérieur, la superstructure. Les développements scientifiques et techniques et la lutte entre les classes constituent les forces motrices de l'histoire du monde. Cette conception de l'histoire est appelée le *matérialisme historique*.

1.3. La compréhension de la lutte entre les classes

Dans les sociétés esclavagistes et, plus tard, dans les sociétés féodales ainsi que dans la société capitaliste, un petit groupe s'est chaque fois approprié le surplus. Les sociétés évoluent, rien n'est établi pour toujours. Une forme de société peut se muer en une autre en relativement peu de temps : quand la forme ancienne de société est devenue un frein intenable à l'évolution de la science et de la technique et aux possibilités de production. Les tensions

entre les classes deviennent telles que les rapports sociaux doivent changer. On parle alors de révolution. Ainsi, entre les années 1750 et 1850 en Europe continentale, la société féodale est passée à une société capitaliste. La bourgeoisie a retiré les commandes des mains de la noblesse. En d'autres termes, ce sont les gens qui font l'histoire.

Dans la nouvelle société bourgeoise naquirent de nouvelles classes. La grande industrie fit naître la classe ouvrière. Marx et Engels apportèrent à cette jeune classe la compréhension de ce qu'un grand changement social ne pouvait être l'œuvre que de la classe ouvrière elle-même. Non, le socialisme n'était pas une chimère de rêveurs, mais le résultat nécessaire des développements dans la société moderne. Marx et Engels ont installé la science en lieu et place des chimères. À la classe ouvrière encore jeune, ils enseignèrent la connaissance de soi et la conscience de soi : les changements sociaux étaient réalisés par des travailleurs en chair et en os, par les ouvriers et leurs milliers de chefs de file et représentants actifs sur les lieux de travail durant les jours de lutte, mais également durant les jours plus difficiles.

Cette lutte des classes est une lutte politique, une lutte pour le pouvoir dans la société. Non pas pour reprendre ce qui existe déjà, mais pour fonder un nouvel État, une nouvelle société et en démanteler les anciennes formes.

1.4. La compréhension de l'économie

Une classe produit la richesse, l'autre se l'approprie : telle est l'exploitation. Dans la société capitaliste, cela se fait par la plus-value. Le travailleur vend sa force de travail à l'entrepreneur. Pour son travail, il est rémunéré par un salaire dont il a besoin pour son

entretien, sa formation, sa santé, son logement... Mais le travail de l'ouvrier a plus de valeur que son salaire. Cette plus-value, l'entrepreneur se la met en poche et c'est de là qu'il tire son bénéfice. Dans le système capitaliste, tout entrepreneur doit se mettre en quête du profit maximal. Sinon, il succombe inmanquablement sous le poids de la concurrence. C'est pourquoi il exige un travail plus intense, plus flexible, ne cesse d'opérer des restructurations, recherche les matières premières au prix le plus bas possible, veut des journées de travail plus longues et des zones de débouchés – ou marchés – les plus vastes qui soient. Alors que la production augmente, le pouvoir d'achat réel de la population laborieuse baisse. Apparaissent alors des crises de surproduction.

Cette doctrine économique, nous l'appelons *l'économie politique* du marxisme.

1.5. La compréhension des expériences du socialisme

Les efforts en vue de réaliser un monde autre que le monde capitaliste ne sont pas neufs. C'est pourquoi il est absurde de faire table rase des expériences de lutte et de socialisme du passé.

Les pays socialistes ont dû se construire dans des circonstances particulièrement difficiles et souvent à partir de rapports sociaux arriérés et féodaux⁴⁴. Ils ont fourni d'énormes efforts pour développer les forces productives, sans exploitation coloniale. Ils ont éliminé le chômage et instauré les législations du travail les plus progressistes. Ils ont mis sur pied des campagnes d'alphabétisation à grande échelle⁴⁵, réalisé le droit à l'enseignement, de même que l'égalité des droits pour les femmes⁴⁶. Ils ont fondé les premiers services nationaux de santé et fait de la santé un droit⁴⁷.

Le socialisme a dû se construire en conflit permanent avec un capitalisme répandu dans le monde entier. Et cela l'a marqué. Dès le tout premier jour de son existence, la jeune Union soviétique fut confrontée à l'interventionnisme, au blocus économique, à l'encerclement politique et militaire, à la subversion, au sabotage et à la désinformation. La jeune Union soviétique a dû repousser une guerre d'intervention et, par la suite, elle a fourni une contribution déterminante à la défaite du fascisme hitlérien⁴⁸. Cela a coûté énormément de forces et d'énergie, lesquelles n'ont pu être investies dans d'autres domaines.

Dans de telles circonstances, la construction d'une société socialiste a toujours été un processus. En Europe, le système capitaliste a eu besoin de plus de deux cents ans – et de beaucoup de violence – pour se réaliser. Le socialisme aura également besoin de temps. Il n'existe pas de recettes toutes prêtes pour la construction d'une nouvelle société. C'est un long processus historique, avec des hauts et des bas. Avec de belles réalisations, mais aussi avec de sérieuses erreurs.

La contre-révolution de velours, qui est venue à bout du socialisme en Union soviétique et dans les pays de l'Europe de l'Est, a eu des conséquences dramatiques. Cela aussi, c'est une leçon de l'histoire. Une grande partie de la production industrielle et agricole a été anéantie. Les habitants des anciens pays socialistes ont vu leur niveau de vie baisser considérablement⁴⁹. Mafia, prostitution infantine, alcoolisme, trafic d'organes, corruption massive et nationalisme extrême ont connu une montée en flèche. Pour l'Europe occidentale aussi, la situation a changé. Une fois le bastion socialiste démantelé, une attaque a été lancée contre les acquis sociaux et politiques. Les rapports de forces internationaux ont changé. Les États-Unis, en tant que superpuissance

désormais unique, ont entamé une nouvelle marche agressive à la conquête du monde.

Deux dangers dans l'attitude vis-à-vis de la théorie marxiste :

La compréhension requiert de l'étude. Connaître et comprendre le marxisme ne tombe pas du ciel. L'étude doit se faire à fond, et non pas superficiellement. Le premier danger réside dans la *sous-estimation de l'étude ou de l'importance de la théorie*. Certains ont tendance à parler tout de suite de résolutions pratiques et de passer par-dessus l'analyse et la discussion de fond. C'est une erreur. La théorie est importante pour l'établissement des principes, de la stratégie, de la politique et de la tactique. Ce n'est que par une analyse correcte que, selon les circonstances, nous sommes en mesure d'avancer les mots d'ordre, les formes d'organisation et les propositions d'action corrects.

D'autres ont tendance à se limiter à mener la discussion théorique et analytique, sans la transformer en une orientation politique et tactique vers la pratique. C'est le second danger : *la séparation de l'étude et de la pratique*. L'étude sert à améliorer la pratique. Et la pratique posera de nouveaux problèmes, qui réclameront de nouvelles réponses. Le marxisme est une science vivante. Il est perpétuellement en mouvement. Ce n'est pas une collection d'un certain nombre de formules. Ce n'est pas un livre de cuisine : tant de grammes de ceci, tant de grammes de cela... Il s'agit de connaître la théorie sur le bout des doigts et de pouvoir l'appliquer de façon créative dans la situation actuelle. C'est de cette manière également qu'une théorie s'enrichit et acquiert de multiples facettes supplémentaires. Cela vaut pour toute discipline scientifique : c'est la pratique, avec ses très nombreux essais et erreurs, qui la fait progresser. Ceux qui l'oublient tombent dans l'immobilisme et le dogmatisme.

2. La population travailleuse porte l'avenir en elle

La classe ouvrière d'aujourd'hui n'est plus la même que celle d'il y a 150 ou 200 ans⁵⁰.

Elle est devenue *plus internationale*. Elle n'est plus confrontée à des entreprises nationales qui luttent pour le marché national, mais à des entreprises transnationales, les « multinationales » qui, selon un processus de production à l'échelle du monde, luttent pour le marché mondial⁵¹. Par exemple, Ford Motors Company compte plus de 350 000 travailleurs dans 96 pays différents, sans compter les entreprises de sous-traitance.

La classe ouvrière connaît une *intégration croissante du travail intellectuel et manuel*. Ces dernières années, ce sont surtout les technologies de l'information, de la communication et des transports qui ont connu un développement fulgurant. Le processus de production exige davantage de connaissances technologiques. Cela signifie que, dans de nombreux secteurs, la distinction entre ouvriers et employés est devenue totalement arbitraire : tous les travailleurs sont incorporés dans la production.

La classe ouvrière est plus *éparpillée*. Les grandes entreprises comptant des dizaines de milliers de travailleurs ont fait place à de grands systèmes productifs. Cela s'est fait par la sous-traitance, l'« externalisation ». Autour des grandes entreprises sont nées des dizaines d'entreprises de fournitures, de sous-traitance, des agences d'intérim et de petites entreprises de pseudo-indépendants. La tradition syndicale et l'esprit collectif dans les secteurs combatifs sont ainsi mis sous pression.

La classe ouvrière s'est également *diversifiée*. Dans les services publics, plus de la moitié des gens travaillent maintenant comme contractuels. Plusieurs services publics ont été rendus

autonomes ou ont été privatisés ; on y a repris les méthodes de management privé et les conditions de travail y sont devenues plus dures. C'est le cas pour le personnel infirmier des hôpitaux, les postiers et postières, le personnel enseignant, certains fonctionnaires...

Nous avons une vision globale de la classe ouvrière. *Une vision qui unifie*, et non qui divise. Qu'il s'agisse de la lutte des sidérurgistes des Forges de Clabecq, de la colère blanche dans le secteur des soins de santé, du mouvement des enseignants, des actions des chômeurs ou dans les chaînes de restaurants et le secteur bancaire, il s'agit d'une seule classe de travailleurs qui tous travaillent pour un salaire. Cela concerne dans notre pays quelque quatre millions de personnes et les familles qui en dépendent. Devenir un parti des travailleurs signifie en premier lieu que ces personnes doivent se sentir chez elles au sein du parti (voir chapitre 4).

Pour des *raisons stratégiques*, nous consacrons une attention particulière aux grands systèmes productifs et aux secteurs clés de l'économie, aux grandes entreprises avec toutes leurs entreprises de fournitures et de sous-traitance. Ces réseaux de production constituent le noyau de l'économie actuelle, et sont tout indiqués pour l'organisation et la lutte. C'est là que la plupart des gens travaillent. C'est là qu'on est le mieux formé, organisé et discipliné par la production. C'est là qu'il y a une grande connaissance des techniques modernes et du planning de production. C'est là souvent aussi que sont présentes les traditions de lutte. Pour ces raisons, les travailleurs de ces entreprises sont le mieux en mesure d'entraîner les autres couches de la classe ouvrière dans la lutte pour une société sans exploitation.

La classe ouvrière peut donc avoir changé, sa *place dans la société* est pour l'essentiel restée la même. C'est l'importante classe ouvrière qui produit et qui crée la richesse. Et c'est le très petit groupe des grands actionnaires, des rentiers et des grands propriétaires qui fourre cette richesse en poche et qui fait la pluie et le beau temps.

Une nouvelle société peut fonctionner sans la classe des actionnaires, des rentiers et des grands propriétaires. Mais aucune société ne peut fonctionner sans travailleurs. Que la classe ouvrière soit devenue plus internationale, qu'elle ait plus de connaissance des développements scientifiques et techniques, cela la rend plus forte afin de réaliser et de diriger cette nouvelle société. Elle est en état de dominer l'appareil de production, de le socialiser et de le mettre au service de toute la planète. C'est pourquoi elle porte l'avenir en elle.

3. Une société sans exploitation

D'après l'agence alimentaire des Nations unies, la terre est en mesure aujourd'hui de nourrir tous ses habitants et de façon durable. Pourtant, 842 millions de personnes connaissent une sous-alimentation chronique et 2 milliards n'ont aucune sécurité alimentaire. Toutes les 3,6 secondes, un enfant meurt. Éradiquer la faim coûterait 24 milliards de dollars, soit même pas un dixième de ce que coûte la guerre contre l'Irak.

En deux ans, au Venezuela, 1,5 million de personnes ont appris à lire et à écrire avec l'aide d'enseignants cubains et du programme « Yo, si puedo ! » (Oui, je peux y arriver). Pourtant, ce modèle n'a pas été mondialisé. Au contraire, dans le monde en-

tier, des écoles publiques ferment et l'enseignement devient plus cher. Un cinquième des adultes de la planète ne peuvent ni lire ni écrire.

L'informatique et la robotisation sont d'excellents moyens d'alléger le travail, d'avoir une journée de travail moins stressante. Pourtant, c'est le contraire qui se produit : ceux qui travaillent doivent travailler plus dur, de façon plus flexible et plus longtemps.

Le développement d'énergies renouvelables et leur utilisation rationnelle devraient être une priorité pour tous les gouvernements. Il y a un énorme besoin d'argent pour la recherche dans ce domaine. Pourtant, la puissance la plus forte au monde sur le plan technologique, les États-Unis, préfère injecter des milliards de dollars dans une industrie militaire qui menace l'homme et la planète.

La mondialisation actuelle n'apporte aucune solution. Bien au contraire, on assiste à la mondialisation du profit maximal⁵². Elle menace l'homme et la planète. Nous voulons un autre monde, un monde socialiste : sur les plans économique, politique et éthique.

3.1. Économie

Avec les technologies de l'information, les Nations unies ont été en mesure de développer de nouveaux programmes afin de constituer des cartes des besoins de la population mondiale⁵³. Les entreprises transnationales dans les secteurs de l'énergie, de l'alimentation, de la santé, des transports et des communications se sont si fortement développées qu'il est désormais possible de couvrir ces besoins par un planning rationnel. Mais ces grandes

entreprises transnationales sont aux mains du privé et elles doivent fonctionner en fonction du profit maximal. Les entreprises ne ferment pas parce qu'elles font des pertes, mais parce qu'elles ne font pas assez de bénéfiques. Les grosses entreprises pharmaceutiques, par exemple, ne pensent pas aux patients, mais à l'argent. Et elles continueront à agir ainsi tant qu'elles seront aux mains de grands actionnaires et de banques.

Nous voulons *la propriété sociale des grands moyens de production*. Cela signifie que les grandes entreprises, les grandes exploitations agricoles, l'agrobusiness, les moyens de communication et de transport doivent être mis en propriété collective.

Nous voulons *une économie planifiée au service de la communauté et de l'homme tout en restant en équilibre avec la nature*.

La propriété sociale des grands moyens de production unit les diverses entreprises vers un but commun. Elle supprime l'anarchie de la production. Une répartition planifiée des moyens de production et des forces de travail devient possible. La planification se mettra en place par la participation active et réelle de toute la population laborieuse⁵⁴. Elle concerne les questions essentielles et permet le maximum possible de décentralisation, d'autonomie et d'initiative personnelle.

3.2. État et politique

« Si la liberté d'entreprendre se heurte à la liberté de vivre, quelle liberté devons-nous donc limiter ? » Cette phrase figurait dans la revue *The Lancet* à propos des prix usuraires pratiqués par les grandes entreprises pour leurs médicaments contre le cancer.

Ce régime ne sert qu'à protéger « la liberté du profit maximal ». Via une infinité de portes dérobées et de réseaux, les

grandes entreprises exercent une grande influence sur les organismes étatiques et sur les partis politiques traditionnels : par des groupes de pression, par le système dans lequel des hommes politiques se voient attribuer des sièges dans les conseils d'administration et, inversement, des managers reçoivent des postes au sein des bureaux des partis, etc. La classe travailleuse peut sans doute aller voter, mais elle n'a de toute façon rien d'essentiel à dire à propos du travail dans les entreprises, de la vie dans les quartiers, de l'organisation de l'enseignement, des soins aux personnes âgées ou des soins de santé en général.

L'État tient à l'œil la vie de chaque individu. Jamais il n'y a eu autant de possibilités de contrôle sur le peuple : caméras, cartes SIS, cartes électroniques, cartes bancaires, satellites, etc. *Big Brother is watching you*. Les libertés syndicales, la liberté d'expression et la liberté d'organisation sont sous pression. Et l'État tient à sa disposition l'appareil judiciaire et les forces policières afin, si nécessaire, de réprimer et de mater les mouvements de révolte.

Il y a une tout autre vision, bien plus riche, du concept de démocratie. Une vision qui présuppose également un tout autre État. Démocratie, ça veut quand même dire participation du peuple, non ? le peuple au pouvoir ? Cela signifie que les travailleurs ont leur mot à dire sur les choses essentielles de l'organisation de la société, à tous les niveaux : quartier, entreprise, province, pays. Cela signifie également participation à la planification de l'économie, à l'organisation de l'enseignement, du savoir et de la technique. Cela signifie également qu'il y a un nouvel appareil judiciaire et un nouveau maintien de l'ordre qui sont démocratiques. Que les élus travaillent à un salaire normal, qu'ils ont des comptes à rendre et qu'ils sont révocables. Et cela signifie enfin

que l'État socialiste a le droit de se défendre contre l'agression et le travail de sape. Bref, que le pouvoir politique est exercé par les travailleurs. Il s'agit d'une *démocratie socialiste, participative* et d'un *État socialiste*⁵⁵.

3.3. Éthique

Dans notre société, tout, littéralement, est à vendre. Les gens sont testés sur leur capacité à être utilisés, comme pour toute autre marchandise. La froide indifférence du gain déshumanise les relations sociales et crée un environnement dans lequel la vie humaine est considérée surtout comme solitaire et isolée. Les médias sont utilisés comme « moyen de substitution » social et non pour le développement des gens.

La confusion morale, le commerce dans la culture et dans les relations, l'irrationalisme, le succès de l'égoïsme, la dureté des relations entre les gens, l'accoutumance à la guerre et à la violence : telles sont les caractéristiques d'une époque en déclin.

Le monde de demain, avec une économie planifiée, une démocratie participative et un État socialiste, montre déjà aujourd'hui que d'autres « normes et valeurs » sont possibles. Le capitalisme crée l'individualisme, mais le socialisme crée la *solidarité*. Le capitalisme abandonne les gens à leur sort, encourage le « chacun pour soi » et dresse les gens les uns contre les autres. Mais le socialisme s'oriente vers *l'intégration des gens*. Il veut le collectivisme, l'humanisme, l'internationalisme et l'antiracisme. Il veut l'honnêteté, la modestie, la justice et le sens des responsabilités.

C'est pour cela que 38 000 médecins cubains ont proposé leur aide médicale bénévole dans 92 pays. C'est aussi ce que font nos médecins de Médecine pour le Peuple à plus petite

échelle. Dans ce petit miroir, nous voyons déjà la société de demain dont nous rêvons. Il faut influencer positivement les médias de masse, l'enseignement, les comités de quartier, les syndicats et les mouvements de jeunesse pour rendre la société réceptive à des valeurs humaines. Il faut rechercher la victoire de la vérité sur le mensonge, de la solidarité sur l'égoïsme, de la paix sur la guerre, du développement sur le sous-développement, de la culture sur l'analphabétisme, de la vie sur la maladie et la mort.

4. Action sociale, réformes et changements fondamentaux

Allons-nous d'ici peu travailler dix heures par jour et cinquante heures par semaine ? À combien s'élèvera notre pension ?

Dans quelle mesure aurons-nous encore le droit, demain, de faire grève et de dire notre avis ? L'Europe du « libre marché », qui est en fait l'Europe des grands monopoles, menace gravement les droits sociaux et démocratiques.

Le conflit autour de ces droits acquis n'est pas neuf, c'est une lutte des classes permanente. Le mouvement des travailleurs peut présenter d'importants résultats : le droit d'organisation, le droit de grève, le droit de vote, la sécurité sociale, les congés payés, la journée de huit heures..., ces résultats, il les a obtenus en comptant sur ses propres forces : en s'organisant, en se conscientisant, en menant des actions et en créant des rapports de forces favorables. Jamais une amélioration essentielle n'a été simplement concédée sans lutte ou sans pression (parfois internationale). Et, en même temps, un acquis constitue quand même

une concession de l'establishment : « afin d'empêcher quelque chose de pire ». Cela signifie aussi qu'aucun acquis n'est définitif ou total. Ce qui est acquis aujourd'hui peut de nouveau être remis en question le lendemain.

Notre discours n'est pas : « Nous allons résoudre cela pour vous », mais bien « Prenez votre sort en mains. Organisez-vous, mobilisez-vous, conscientisez-vous ! » Notre rôle en tant que parti est celui-ci : aider à sensibiliser, organiser, mobiliser. Ce sont les gens eux-mêmes, au bureau ou à l'école, à l'usine ou dans le quartier, qui passent à l'action pour arracher un changement, important ou modeste. Ces changements concrets sont nécessaires parce qu'ils améliorent les conditions de vie et de travail et, en même temps, la lutte pour ces changements constitue une « école » : pour découvrir la force du collectif, pour apprendre à donner une orientation politique.

Au cours des prochaines années, notre parti sera surtout actif sur cinq terrains : le progrès social, les droits démocratiques, la solidarité internationale, la paix et la protection de l'environnement. Sur aucun de ces terrains les acquis ne seront durables tant que les monopoles capitalistes auront le pouvoir. Mais les divers terrains sur lesquels les gens sont en mouvement convergeront finalement pour former un grand mouvement en vue du changement de société.

Cela ne se fera pas automatiquement. Nous devons y travailler. Les réformistes visent à diviser le mouvement par le biais de concessions et d'aumônes, en menant les gens en bateau, en les démoralisant et en tentant de les détacher de la lutte des classes. Notre parti, par contre, cherche pour le mouvement des mots d'ordre qui aiguïseront la conscientisation. Il propose des formes d'organisation qui agrandiront la portée du mouvement

et lance des propositions d'action qui impliqueront le plus de monde possible dans le mouvement.

Car le monde de demain, le socialisme, ne tombera pas du ciel. Il ne nous sera pas donné en cadeau. Il sera le résultat d'une longue période de conflit entre les deux grands camps ennemis diamétralement opposés : la classe possédante (le capital) et la classe travailleuse, sur plusieurs terrains. Et, finalement, la classe ouvrière aura le pouvoir en main au détriment de la classe possédante. Il s'agit d'un renversement de la société, d'une révolution socialiste.

Aujourd'hui, en Europe, nous sommes encore très éloignés de cette situation. L'histoire nous enseigne que le passage vers une autre société ne sera possible qu'en remplissant deux conditions – dans les grandes lignes.

D'abord, il faut *que les temps soient mûrs*. Quand la classe dirigeante sera profondément divisée et qu'elle *ne pourra plus diriger* comme par le passé. Quand d'importantes parties de la population ne toléreront plus sa domination. Quand le peuple *ne voudra plus* continuer à vivre comme par le passé. Quand le peuple *ne pourra plus* continuer à vivre comme avant et qu'il se mettra en mouvement. Massivement. Et cela arrive très rarement dans des périodes « paisibles ».

Les temps sont mûrs lors des grandes crises : en temps de guerre, par exemple à la fin de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale en Europe ; ou en cas de banqueroute du système boursier, comme ce fut le cas durant l'hiver 2001 en Argentine⁵⁶.

Il y a encore une seconde condition. Non seulement les temps doivent être mûrs, mais *la classe ouvrière doit être préparée*. Dans une situation de crise importante, elle doit être suffisamment organisée : en syndicats, en comités populaires,

en conseils de quartiers, en organisations de masse (femmes, jeunes, etc.). Et elle doit être suffisamment consciente pour réaliser un tel passage vers le socialisme. La maturité de la classe travailleuse et la force de l'action de masse dépendent pour une part importante des capacités des pionniers, de l'avant-garde, bref, des capacités du parti communiste. Cette deuxième condition, la condition subjective, était très loin d'être remplie dans notre pays, à la fin de la Première et de la Seconde Guerre mondiale.

5. Un parti communiste contemporain

Le PTB n'est pas un parti classique ou traditionnel. Nous nous inscrivons dans un concept de parti de type nouveau. Cela se caractérise par *notre objectif, notre analyse, nos tâches et nos principes de fonctionnement.*

L'objectif. Le parti rassemble tous ceux qui aspirent à une société socialiste. Une société sans exploitation de l'homme par l'homme. Nous nous organisons pour atteindre cet objectif historique.

L'analyse. Le parti nous met en mesure de faire des analyses stratégiques, basées sur une vision marxiste du monde, et de les adapter de façon créative à la situation dans notre pays. L'étude, la discussion et la généralisation des expériences, le dépassement des points de vue unilatéraux et des erreurs, l'aide et la formation : toutes ces choses sont nécessaires. Tout cela n'est possible qu'au sein d'un tout collectif, le parti. Et un collectif permet de transformer efficacement de nouvelles idées en une orientation politique et tactique pour la pratique commune.

Les tâches. Nous nous efforçons de transformer vraiment en lutte, en organisation et en conscientisation les aspirations des travailleurs, à rassembler les meilleures expériences et à les généraliser.

Sensibiliser (conscientiser) : les gens apprennent de toutes sortes de façons. La plupart des gens apprennent surtout en faisant leurs propres expériences. Les expériences les plus instructives sont celles de l'action sociale collective. Pourtant, cela ne suffit pas. La compréhension de la manière dont fonctionne la société dans son histoire et dans son avenir ne s'acquiert pas spontanément. Le parti œuvre en permanence à fusionner le mouvement ouvrier et les idées marxistes. Pour cela, le parti doit être solidement ancré au sein de la population laborieuse. Et il doit voir plus loin que les intérêts immédiats.

Organiser : l'action sociale collective est un moment important dans lequel les gens se mettent ensemble, s'organisent et, souvent, se surpassent. Pour donner à cette expérience un caractère permanent et durable, il est nécessaire d'œuvrer à mettre sur pied des formes d'organisation durables, telles les organisations de masse. Pour rentabiliser l'expérience des gens les plus actifs et continuer à aller de l'avant, il est nécessaire de renforcer sans cesse le parti même. Le parti est la forme la plus élevée d'organisation.

Mobiliser (diriger la lutte des classes) : la lutte est le moteur du changement. Notre parti est un parti qui agit. Nous œuvrons à l'action sociale⁵⁷. L'action sociale est un vaste domaine : elle comprend aussi bien des pétitions, des meetings, des assemblées populaires que des grèves, des occupations et des manifestations, etc. C'est dans la lutte qu'on apprend le plus vite et le plus en profondeur, et cela vaut aussi bien pour d'importants groupes de

personnes que pour les organisateurs les plus actifs. Nous cherchons à découvrir toutes les formes de lutte, à les développer et à leur donner une direction.

Les principes de fonctionnement. La force du parti n'est pas seulement constituée par une unité idéologique, mais aussi par la force collective de tous ses membres. On peut briser un doigt, pas un poing. C'est pour cela que nous appliquons des principes comme l'unité de volonté et d'intervention, de majorité et de minorité et de décisions pratiques qui lient tout un chacun.

Les principes de fonctionnement du parti *sont établis dans les statuts du parti*. Chaque membre de groupe reçoit les statuts et se déclare d'accord que le parti fonctionne selon les statuts.

Le principe d'organisation de base du parti est le *centralisme démocratique*. Cela consiste entre autres dans les principes fondamentaux suivants :

- L'élection de tous les organes de direction, de la base au sommet. Le droit pour toute section du parti, dans les limites de ce qui est prévu dans les statuts du parti, de révoquer le mandat de sa direction élue.
- Il doit y avoir de l'espace pour que toutes les idées puissent s'exprimer, pour faire participer le plus de membres possible au travail collectif, à l'analyse, aux décisions et aux activités des sections du parti.
- Nous prenons des décisions dans un cadre démocratique de débat et de discussion, sur base des propositions rassemblées, des meilleures expériences, du programme politique et de l'analyse marxiste. Nous réglons les divergences de vues de façon correcte. Nous prenons les décisions en consensus ou,

s'il y a vote, à la majorité. La minorité se soumet à la majorité.

- Les décisions des organes de direction et des responsables sont contraignantes pour la totalité de l'organisation. Une fois qu'une chose a été décidée, nous nous y mettons tous ensemble. Cette discipline est nécessaire pour mener à bonne fin les tâches complexes de sensibilisation, organisation, mobilisation, de la politique et de la tactique. Les fractions ou groupes qui s'organisent en fonction d'autres décisions ou d'autres plates-formes politiques ne sont pas admis.
- Les organes de direction ont le devoir de rendre régulièrement des comptes. Ils répondent aux opinions et critiques formulées par les sections du parti en vue d'améliorer le travail du parti. Les décisions sont évaluées en temps opportun. Un bilan est établi. La pratique – quel est le résultat obtenu ? – est la principale pierre de touche du bilan.
- Toute section du parti a un droit de décision et un droit d'initiative sur son propre terrain. Initiatives et décisions sont encouragées dans le cadre des principes statutaires, de la ligne politique du parti et des décisions des organes de direction.

6. Un parti internationaliste

Dès l'instant où la théorie marxiste a gagné du terrain au sein du mouvement des travailleurs, l'internationalisme a été un élément essentiel du mouvement. « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous » en est devenu la devise. L'unité du monde du travail face aux intérêts communs du monde du capital, a reçu un nom : « *l'internationalisme prolétarien* ».

Aujourd'hui, le monde du capital pense et agit de façon plus que jamais internationale. Il se bat pour le contrôle des marchés mondiaux et des matières premières. Sans compter ses sous-traitants, Siemens emploie 426 000 travailleurs dans 78 pays différents. Jamais un si petit nombre de grands actionnaires n'a eu le contrôle des fruits du travail d'un si grand nombre de travailleurs d'autant de pays différents.

La classe ouvrière ne peut réussir qu'en tant que force internationale unie. L'unité internationale des ouvriers est plus importante que leur unité nationale. Il s'agit d'y arriver aussi en pratique. L'internationalisme est une attitude envers le monde. Nous voulons traduire cette attitude dans les orientations et dans les initiatives pratiques du parti.

Le parti fait partie du *mouvement communiste international*.

7. Mesures pratiques

Le 8^e Congrès donne au nouveau Conseil national et à l'ensemble du parti la mission de...

1. ... consacrer au cours de la période à venir une attention particulière à une diffusion plus large de notre vision socialiste de la société.
2. ... créer une Commission de formation du Conseil national, capable d'assurer la formation à tous les niveaux : pour les amis et sympathisants, pour les membres consultatifs, pour les membres de groupe, pour les militants et pour les cadres (voir également le chapitre 4).
3. ... inciter tous les membres du parti à se fixer des objectifs ambitieux pour l'étude. Nous encourageons les (jeunes)

membres à fournir des contributions dans le développement d'une vision marxiste actuelle sur l'un ou l'autre terrain.

4. ... baser toutes les propositions politiques et tactiques sur une analyse de fond. Qu'il n'y ait aucun mépris à l'égard de la théorie. Nous voulons par ailleurs que les discussions théoriques et le débat débouchent sur des propositions susceptibles d'améliorer la pratique à court et plus long terme. Que tout cela soit concrétisé en mots d'ordre, formes d'organisation et modèles d'action.
5. ... travailler plus activement avec notre revue théorique *Études marxistes*. Élaborer un plan pour une diffusion plus large et en vue d'en tirer un meilleur parti. Nous voulons également utiliser de façon optimale le site théorique www.marx.be, de même que le centre Docu Marx à Bruxelles, qui a une place unique dans la diffusion des publications marxistes et progressistes sur toutes sortes de sujets (social, économique, philosophique, scientifique...)
6. ... inclure dans notre portail www.ptb.be des volets « débat de société » et « marxisme ». Une porte vers des analyses en profondeur. Une attention consacrée au marxisme. Une FAQ (foire aux questions) sur le socialisme. Le débat sur le capitalisme et le marxisme. La mobilisation pour les soirées d'information, les formations, l'université marxiste. La publicité pour *Études marxistes*, etc.
7. ... proposer le débat de société dans l'hebdomadaire *Solidaire* aussi.
8. ... publier une brochure simple qui, sur base de notre devise « Les gens d'abord, pas le profit », explique notre vision de société. Le socialisme en 10 questions et 10 réponses. En partant des réels problèmes que rencontrent les travailleurs

aujourd'hui. Et résolument orientée vers l'avenir : le socialisme comme réponse.

9. ... garantir que le travail parmi les travailleurs reste la base du travail du parti. Et au sein de la classe ouvrière, accorder suffisamment d'attention aux secteurs stratégiques de l'économie et aux grands systèmes productifs (voir également chapitre 4).
10. ... faire de l'internationalisme un pilier de l'action du parti et que cela se traduise également dans des initiatives et propositions pratiques. Et que l'ensemble du parti s'inscrive dans l'action du mouvement communiste international.
11. ... inscrire les activités de toutes les sections du parti dans les tâches de sensibilisation (conscientisation), d'organisation et de mobilisation (mener des actions). Que l'ensemble du parti devienne un parti militant, un parti qui agit et qui organise des activités avec les travailleurs.
12. ... faire appliquer la démocratie et la discipline du centralisme démocratique de façon créative par toutes les sections du parti.



Un parti souple

Chapitre 3. Un parti souple

Table des matières

Introduction 75

1. La tactique est partie intégrante du marxisme 75
 - 1.1. Stratégie et tactique sont sœurs jumelles 75
 - 1.2. La tactique n'est pas un but en soi.
La tactique est au service de la stratégie. 77
2. La tactique est un art.
Trente recommandations pour une bonne tactique. 79
3. Le PTB tel qu'il est.
Le profil positif du parti des gens d'abord 100
4. Attention particulière à la tactique syndicale 102
 - 4.1. Notre attitude fondamentale est celle de renforcer les syndicats 102
 - 4.2. Nous défendons la plus grande démocratie possible dans les syndicats 103
 - 4.3. Nous défendons l'unité la plus grande possible des syndicats 104

Introduction

Un parti souple est un parti qui sait s'adapter aux circonstances dans lesquelles il travaille. Cela s'oppose à un parti rigide qui, quelle que soit la situation, agit toujours de la même manière tant sur le plan politique que dans la façon de s'organiser.

Un parti souple n'est pas un parti sans principes. Bien au contraire, une meilleure maîtrise et une meilleure compréhension des principes (voir le chapitre 2), permettent aussi dans la pratique de manier avec plus de souplesse et de créativité la politique, l'organisation et l'action.

Certains membres du parti sont d'avis qu'il s'agit seulement d'être fermes sur les principes. C'est une erreur. Le principal objectif du parti c'est d'être ferme sur les principes *et* d'être souple. Les deux, et en même temps. Un corps a besoin d'une colonne vertébrale ferme, mais aussi de membres souples. Sans souplesse des membres, la fermeté sur les principes devient la fermeté d'un squelette, une colonne vertébrale décharnée, sans matière vivante.

1. La tactique est partie intégrante du marxisme

1.1. Stratégie et tactique sont sœurs jumelles

Penser de manière stratégique veut dire : savoir à quoi nous voulons arriver, quels sont nos objectifs à long terme, comment nous pensons les atteindre, quels sont nos alliés et nos ennemis. Toute organisation, toute institution, tout parti ont une stratégie. Dans le chapitre précédent, nous avons présenté l'essentiel de notre stratégie. En résumé :

1. Nous voulons arriver au socialisme.
2. Nous créons des rapports de force par la conscientisation (sensibilisation), l'organisation et l'action sociale (mobilisation).
3. Nous sommes un parti des travailleurs.

Penser de manière tactique veut dire : trouver le chemin et les méthodes les plus adaptés pour progresser dans cette direction. Nous ne progressons pas d'un pas si nous assomons les gens avec de « grandes vérités » ou notre « programme complet ». Nous voulons maîtriser l'art de mettre les esprits et les cœurs en mouvement. C'est le cas quand les gens font leurs propres expériences, quand ils prennent une affaire à cœur, quand ils bougent, s'organisent et luttent. C'est pour ça qu'il est essentiel de tenir compte des rapports de force existants, du contexte idéologique et du niveau de conscience.

Pour notre parti, ça veut dire entre autres :

1. Rechercher des mots d'ordre et des revendications plus appropriés, tenir réellement compte de ce pour quoi les travailleurs veulent vraiment bouger.
2. Varier les formes de lutte, décrocher de petites victoires.
3. Adapter sa communication pour l'esprit et le cœur, dans le fond et la forme, dans la langue et l'image, avec clarté et créativité, en joignant sérieux et humour...
4. Rechercher des formes d'organisation souples et des initiatives pour rendre le parti plus accessible. Accorder plus d'importance au travail dans les organisations et associations existantes (en premier lieu les syndicats) et à la collaboration avec divers alliés.

1.2. La tactique n'est pas un but en soi.

La tactique est au service de la stratégie.

Une tactique intelligente est celle qui dit quand il faut attaquer, quand on doit se défendre. Ça change d'après la situation. Une équipe qui utilise toujours la même tactique dans toutes les situations perd le match. Une équipe qui ne fait qu'attaquer aveuglément va se faire avoir. Une équipe qui reste sur la défensive ne marquera jamais. L'abc de la tactique est donc de bien évaluer ses propres points forts et points faibles et ceux de l'adversaire, de savoir saisir ses chances et aussi de savoir reculer quand il le faut.

Le parti doit tenir compte de deux choses aujourd'hui :

1. Nous nous trouvons globalement dans une phase défensive (voir chapitre 1). Le mouvement des travailleurs est sur la défensive et subit constamment des attaques contre son niveau de vie, ses acquis, ses conditions de vie et de travail. Toute la société, les médias, l'idéologie dominante poussent à l'individualisme, au chacun-pour-soi au détriment de la collectivité. Cela a des répercussions sur le niveau de conscience et sur le rapport de forces.

Notre tactique doit mieux répondre à ça. Le parti ne pourra intervenir comme avant-garde que s'il est en état de gagner l'esprit et les cœurs des masses. Cela suppose des méthodes appropriées. Une mauvaise estimation des rapports de force, quand on est aveugle aux nouvelles conditions et quand on veut continuer à travailler « comme avant », cela conduit à des erreurs tactiques (par exemple une tactique d'extrême gauche). On tombe alors dans la routine, dans une rigidité qui s'accroche à des formules toutes faites sans chercher comment on peut vraiment percer.

2. Être dans une phase défensive ne veut pas dire qu'il est impossible de décrocher des victoires. Nous voulons mieux

choisir nos cibles et tout faire jusqu'au bout pour les atteindre. Nous voulons concentrer nos forces au lieu d'allumer des feux de paille qui s'éteindront vite. Nous voulons mieux faire la différence entre notre programme complet et ce que nous pouvons imposer maintenant.

Nous pouvons parler de victoire quand le parti est arrivé à réaliser quelque chose. Il faut alors ne pas négliger de mettre ces résultats en avant. Pensons par exemple à la diminution de la taxe poubelles et à la réouverture du bassin de natation à Hers-tal, à l'abrogation de la taxe parking et de la taxe familiale à Zelzate, à la pension des mineurs au Limbourg, aux grandes baisses de prix des réducteurs de cholestérol grâce à l'action kiwi, au maintien de l'ouverture du bureau de poste à Gand, à l'assainissement du quartier Moretusburg aux frais du pollueur Umicore, au maintien de la section des urgences à l'hôpital Hoge Beuken à Hoboken, aux assainissements de l'environnement à Genk, etc.

La tactique doit toujours rester subordonnée à la stratégie. Notre intention reste toujours de faire des progrès dans la direction de notre but stratégique. La tactique doit nous aider à faire des pas en avant dans cette direction. Nous ne sommes pas des populistes qui recherchent les succès faciles et la démagogie à bon marché. En d'autres termes, *la tactique n'est pas un but en soi.*

L'art de la tactique est nécessaire aussi pour

1. mobiliser les gens contre des situations intolérables ou l'exploitation ;
2. rendre les gens plus conscients, tant à propos de la société dans laquelle nous vivons que de l'alternative qui se présente.
3. aider des gens à travailler ensemble et les organiser de manière durable. Organiser de manière durable, ça peut être dans

des organisations de masse (jeunes, femmes, paix, solidarité internationale, environnement...), dans les organisations syndicales et dans le parti lui-même.

2. La tactique est un art.

Trente recommandations pour une bonne tactique.

La tactique est un art. La tactique a des lois qui lui sont propres. Tout le monde peut l'apprendre et l'approfondir. La tactique est importante pour le parti dans son ensemble. La tactique compte pour chaque section du parti et chaque groupe de base. Mais la tactique est importante aussi pour chaque membre du parti individuellement : comment est-ce que je me comporte avec mes camarades de travail ? Comment est-ce que j'interviens dans le syndicat ? Qu'est-ce que je fais dans le quartier, à l'école de mes enfants, dans mon club de sport ?

Nous voulons arriver à ce que chacun utilise ces trente recommandations comme une *check-list*. Si nous nous formons tous à ça, ce sera un grand pas en avant pour le parti.

1. Nous considérons la tactique comme un art pour le parti
2. Nous considérons la tactique comme un art politique
3. Pour chaque tactique, nous partons d'une analyse étayée
4. Nous nous appuyons toujours sur une analyse sobre et objective des rapports de force
5. Nous nous appuyons sur la démocratie dans le parti pour développer une politique et une tactique correctes
6. Nous nous appuyons sur nos élus pour affiner la tactique
7. Nous nous appuyons sur des enquêtes et des contacts en dehors du parti pour définir notre tactique

8. Nous faisons la distinction entre différents niveaux
9. Nous pensons et agissons en fonction de la majorité
10. Nous construisons des réseaux aussi larges que possible
11. Nous exploitons les contradictions de l'adversaire
12. Nous louvoyons et nous concluons des compromis
13. Nous voulons être en mesure de saisir le bon moment
14. Nous nous occupons des problèmes concrets des gens
15. Nous réalisons des choses concrètes
16. Nous recherchons de petites victoires
17. Nous soutenons tout ce qui est positif
18. Nous encourageons les activités populaires, sportives et culturelles
19. Nous faisons la distinction entre ce qui se passe en salle et ce qui se passe en cuisine
20. Nous mettons en avant des personnalités reconnaissables et des porte-paroles
21. Nous menons une politique médiatique avantageuse
22. C'est nous qui déterminons le sujet
23. Nous tournons le débat à notre avantage
24. Nous utilisons la force de l'exemple positif
25. Nous parlons une langue directe et simple, compréhensible pour les gens
26. Nous laissons les faits parler d'eux-mêmes
27. Nous nous adressons à l'esprit et au cœur, nous recourons au texte et à l'image dans du matériel professionnel
28. Sur le plan de l'organisation non plus, nous ne reconnaissons aucune « vérité éternelle »
29. Nous encourageons une riche palette d'organisations de masse
30. Nous recherchons les alliances les plus larges possibles

1. *Nous considérons la tactique comme un art pour le parti.*

Certains camarades pensent, à tort, qu'une bonne tactique ça revient à faire passer le parti à l'arrière-plan. Au contraire, le souci de la tactique sert à pouvoir bien mettre le parti en avant, de manière correcte. Le PTB est *le* parti des travailleurs et c'est comme ça que nous voulons être connus.

2. *Nous considérons la tactique comme un art politique.*

Il existe une idée tenace selon laquelle combattre le sectarisme reviendrait à « faire moins de politique ». C'est tout le contraire. Plus on intervient d'une manière concrète, argumentée, fondée, mieux on persuade et on mobilise. Plus on est capable de « jouer du piano », plus on peut intervenir de manière diverse, étayée et concrète, plus on peut progresser. L'incapacité de convaincre ou de recruter les gens vient surtout du recours à des slogans et à des raisonnements stéréotypés qui montrent qu'on n'y croit pas soi-même.

3. *Pour chaque tactique, nous partons d'une analyse étayée.*

Le marxisme combine une approche scientifique avec un point de vue de classe.

La campagne kiwi a montré en quoi l'approche scientifique et la méthode marxiste sont nécessaires. Le dossier kiwi allait au cœur du problème, et frappait donc aussi au cœur (et au portefeuille) de l'industrie pharmaceutique. Le marxisme montre l'importance de l'économie et de la production de plus-value. Cela permet d'aller à l'essentiel et d'avancer des propositions portant sur l'essentiel. Dirk Van Duppen (médecin, membre du PTB, père du modèle kiwi en Belgique) gagnait dans les débats parce que sa compétence était irréfutable.

La compétence scientifique est un pilier indispensable. Le parti veut se débarrasser de l'idée que ce serait de l'« intellectualisme » ou de l'« académisme ». Plus encore : sans compétence, il ne peut être question de politique rouge. « Rouge et expert », ces qualités sont comme des sœurs siamoises, l'une ne va pas sans l'autre. Si c'est nous qui dictons l'agenda de l'affaire kiwi, c'est grâce à cette expertise : la science au service du peuple et de la lutte. Ça veut dire aussi qu'il faut se donner les moyens de travailler à cette compétence.

4. *Nous nous appuyons toujours sur une analyse sobre et objective des rapports de force.*

Au commencement de chaque campagne, de chaque action sociale ou de chaque lutte, nous étudions la situation avec précision. Pendant la préparation de la lutte contre le pacte des générations et au cours de la lutte, nous avons su bien évaluer ces rapports de force. Nous avons une bonne analyse de nos points forts et des faiblesses du gouvernement. Nous pouvons donc traduire cela en mots d'ordre, revendications et points de rupture adaptés. En même temps, nous n'avons ni sous-estimé ni surestimé la disposition à l'action.

Le gauchisme au contraire, prend ses désirs pour la réalité. C'est une erreur dangereuse. Si on ne voit pas ses désirs se réaliser, on tombe dans le pessimisme et la mélancolie.

Si les rapports de forces sont défavorables, ça ne veut pas dire que nous devons nous incliner ou soupirer qu'« il n'y a rien à faire ». Nous devons changer les rapports de force en nous appuyant sur les masses, sur nos alliés dans les syndicats et les milieux progressistes. C'est justement à ça que sert une tactique appropriée.

5. *Nous nous appuyons sur la démocratie dans le parti pour développer une politique et une tactique correctes.*

Les revendications et les mots d'ordre dans la lutte contre le pacte des générations sont le fruit d'une large consultation menée lors d'assemblées générales et de réunions de groupes de base et de noyaux de militants. Pour élaborer notre politique et notre tactique, nous voulons écouter attentivement ce qui vit dans le parti. Nos membres ont de nombreux contacts avec les gens. Nous avons beaucoup de membres syndicalistes, souvent avec une expérience très riche, qui sont tout le temps confrontés à des problèmes tactiques. Ils savent ce qui passe et ce qui ne passe pas, comment présenter les choses de façon avantageuse, comment parler des sujets les plus délicats, etc. Leurs avis, nous devons les prendre au sérieux.

6. *Nous nous appuyons sur nos élus pour affiner la tactique.*

Tous les jours, ils sont confrontés aux préoccupations de la grande masse, aux positions politiques et à la popote interne des autres partis. Ils doivent continuellement prendre position et conclure des alliances. Cela leur permet d'accumuler une grande expérience, de se montrer souples tout en maintenant les principes. Nous devons utiliser cela au mieux et non le condamner comme « électoralisme ». Le plus important c'est que les élus eux-mêmes s'en tiennent aux principes, qu'ils travaillent sous la direction du parti et organisent leur travail en fonction de la lutte (selon la devise « terrain-conseil-terrain »).

7. *Nous nous appuyons sur des enquêtes et des contacts en dehors du parti pour définir notre tactique.*

Exemple : à Genk se pose le problème de la pollution de l'air par l'entreprise ALZ. Mais certains ont fait observer que « si

on s'attaque à ce problème, l'usine pourrait fermer et s'installer là où les normes environnementales sont moins strictes et les salaires plus bas. Pour nous, l'emploi est plus important que l'environnement. »

Comment aborder la contradiction entre ceux de l'usine et ceux du quartier ? Le quartier se préoccupe d'ailleurs aussi d'éventuelles pertes d'emploi. D'emblée, nous prenons contact avec la délégation syndicale d'ALZ. Nous n'avons rien voulu entreprendre sans les consulter. Nous avons formulé la pétition en n'exigeant pas d'autre action de l'entreprise que de mesurer la pollution. Ensuite nous sommes passés à des mesures concrètes et réalistes que la commune pouvait prendre : nettoyer régulièrement l'école et le quartier les plus touchés. Nous avons donné aux habitants dix recommandations concrètes pour faire face eux-mêmes au problème. Toute cette agitation a conduit finalement à ce résultat : ALZ a construit un hangar pour contenir la dispersion des poussières. Notre action a conduit ALZ à prendre des mesures sans que cela menace aucun emploi.

8. Nous faisons la distinction entre différents niveaux.

Parmi la population travailleuse, il y a des groupes plus ou moins conscients, il y a des pionniers, des hésitants et des suiveurs. Dans chaque lutte, tout l'art est de s'appuyer sur l'avant-garde pour attirer dans son camp le groupe intermédiaire et isoler l'arrière-garde. Nous devons utiliser les idées les plus avancées pour vaincre les sentiments d'impuissance et de doute, pour contrer dans la population travailleuse les idées du patronat et du gouvernement. Nous devons armer les chefs de file avec les meilleures analyses et les meilleures positions pour qu'ils puissent à leur tour les diffuser.

Exemple : fin août 2005, le front du futur pacte des générations était encore relativement calme. Il était important de bien évaluer la situation. La lutte de classe pour la prépension s'était-elle déjà éteinte en silence ? N'était-il plus justifié d'en faire encore une campagne centrale ? Voici le jugement du Conseil national : « La prépension reste un point sensible, comme tous les sondages le montrent depuis trois ans (le nôtre aussi). Ce n'est pas parce qu'on n'en dit pas grand-chose dans les ateliers qu'il n'y a pas une résistance qui couve. Certains pensent : "Aujourd'hui les gens n'en parlent pas, nous n'avons donc pas à nous en occuper". Ça c'est une conception apolitique. Nous savons que les gens sont contre les mesures, nous savons aussi qu'ils n'ont pas encore reçu d'information précise sur l'attaque du gouvernement. C'est donc notre tâche de diffuser largement cette information et de proposer des mots d'ordre. Dans la période actuelle, la campagne prépension doit être la priorité pour toutes les sections d'entreprise. Les mouvements de lutte n'évoluent pas en ligne droite. Ils font des tours et des détours. Des périodes calmes alternent avec des explosions. »

On doit distinguer l'avant-garde, le grand groupe intermédiaire et l'arrière-garde. Nous devons nous associer consciemment l'avant-garde et l'organiser dans le parti et le mouvement syndical pour la mettre en état de mobiliser largement. Nous devons entraîner le groupe intermédiaire pour qu'il se réveille et se développe dans la lutte. Nous devons isoler tactiquement l'arrière-garde. On ne peut pas utiliser le point de vue de l'arrière-garde pour défendre que la prépension « n'est pas une préoccupation », que les gens « ne veulent pas se battre pour ça ».

9. *Nous pensons et agissons en fonction de la majorité.*

Dans nos mots d'ordre, modèles d'action et propositions d'organisation, nous devons tenir compte du niveau de conscience réel des larges couches de la population.

Exemple : dans la question de la séparation du pays qui menace, nous devons très bien savoir comment pense la majorité en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles et en tenir compte dans une tactique adaptée. Cela ne veut pas dire suivre la majorité. Dans chaque partie du pays, nous avons divers préjugés à combattre, mais nous défendons partout l'unité nationale, l'arrêt de la régionalisation. Nous utilisons les arguments qui prennent et ils sont différents suivant les régions.

10. *Nous construisons des réseaux aussi larges que possible.*

Nous nous efforçons de travailler avec le plus grand nombre de gens, même s'ils ne sont pas d'accord avec nous. Les relations régulières avec un large cercle de contacts peuvent avoir lieu en différents lieux et à différents niveaux.

Nous encourageons chacun à s'implanter dans son quartier, dans son entourage. Les liens personnels sont très importants pour faire évoluer les gens.

Au travail aussi, on peut constituer un réseau autour de soi. Nous voulons accorder plus d'attention aux nouvelles méthodes de travail en réseaux. Pendant la lutte à VW, il y avait en activité deux sites Web et un forum de discussion d'ouvriers. Divers membres du parti y sont intervenus. Pendant la lutte à Opel, un ouvrier a ouvert un forum international. Ce sont souvent des méthodes intéressantes pour toucher des jeunes et établir des contacts.

Des faiseurs d'opinion, journalistes, universitaires, personnes actives dans le monde culturel et sportif ont souvent sur les cho-

ses une vision plus large, ou une expérience vraiment importante. Nous voulons constituer des réseaux avec eux. La campagne kiwi en est le meilleur exemple. Le docteur Dirk Van Duppen a développé son autorité par des contacts dans le mouvement syndical, le KWB⁵⁸, l'ACW⁵⁹ et la mutualité chrétienne, dans les milieux universitaires, dans des cercles de médecins et de pharmaciens, chez des élus d'autres partis. C'est une erreur de croire que le travail au sommet s'opposerait au travail à la base. Que du contraire, il faut justement une combinaison qui fait une place spécifique aux professeurs et aux scientifiques, aux journalistes, aux dirigeants d'organisations sociales, aux délégués syndicaux et à la base syndicale, aux membres d'autres partis, aux contacts de toutes sortes d'organisations, etc. Nous devons aussi oser des contacts avec des gens « de haut niveau ». Des liens se créent avec eux et on apprend de leur tactique.

11. *Nous exploitons les contradictions de l'adversaire.*

Unité entre alliés, division chez l'ennemi, voilà un principe tactique important. Pendant la campagne kiwi, on a appliqué ça très adroitement. Les firmes qui produisent des médicaments génériques ne le font pas pour nos beaux yeux, mais pour en retirer leur part de profit. Mais le débat sur le modèle kiwi leur a permis d'aller à l'offensive contre le pouvoir et l'arbitraire des transnationales pharmaceutiques. Nous pouvons exploiter cette contradiction pour trouver une porte d'entrée au modèle kiwi.

On a lancé le modèle kiwi après que le ministre de la Santé de l'époque Frank Vandenbroucke ait accordé le monopole au réducteur de cholestérol Zocor. Le président du SP.a, Stevaert s'est rangé derrière le modèle kiwi qui causait tant de souci au ministre SP.a Vandenbroucke. Cela a permis d'avoir plus d'écho

dans le public à la fois à la base du SP.a et dans les milieux syndicaux socialistes.

12. *Nous louvoyons et nous concluons des compromis.*

Un bon compromis peut être nécessaire pour consolider les résultats d'une mobilisation maximale. Dans la lutte pour la réintégration de Marc Dewachter comme délégué syndical à Umicore Hoboken, nous avons refusé un mauvais compromis parce qu'il comportait que Marc renonce à son appartenance au parti. Par contre nous avons accepté un deuxième compromis parce qu'il permettait à Marc de militer comme membre du PTB dans le syndicat. Ainsi l'essentiel était sauvé et les rapports de force à ce moment ne permettaient pas d'aller plus loin. Ce dont il s'agit, c'est de toujours vérifier si le résultat favorise ou non un progrès de la conscience ; si le résultat favorise l'organisation ou la désorganisation ; si le résultat préserve la capacité de lutter et de vaincre ou au contraire la freine.

Dans le même ordre d'idées, il y a aussi la nécessité de préserver l'unité quand les perspectives de continuer la lutte s'épuisent. Nous voulons quitter la scène les derniers, mais ça ne veut pas dire que nous devons nous isoler en continuant comme des gens qui crient dans le désert.

13. *Nous voulons être en mesure de saisir le bon moment.*

Ça veut dire : à certains moments, quand toutes les circonstances le permettent, il faut prendre l'initiative, accélérer le mouvement, pas temporiser. C'est comme de sentir le bon moment de placer un démarrage dans une course cycliste.

La semaine suivant les élections communales de 2006, ç'a été notre « semaine de la presse néerlandophone ». Chaque jour, nous

étions dans les grands journaux. Que s'était-il passé ? A des journalistes qui auraient déjà voulu nous donner la parole avant les élections, nos bons résultats ont donné une nouvelle possibilité. Les rapports de forces dans leur rédaction étaient (très légèrement) modifiés. La semaine suivante ils avaient de nouveau changé et on en revenait à la politique du silence. Nous avons donc dû profiter vite et en profondeur de cette occasion de faire connaître le renouveau du PTB et de renforcer de manière durable le soutien de progressistes qui s'étaient déclarés en notre faveur. Le « PTB nouveau » était arrivé. En saisissant rapidement le créneau favorable, nous avons pu entrouvrir la porte des médias jusqu'à aujourd'hui et réussi à faire passer notre propre profil.

14. *Nous nous occupons des problèmes concrets des gens.*

Il n'y a pas de petits problèmes. Les révolutionnaires sont les meilleurs combattants pour les réformes parce qu'ils prennent à cœur les petits et les grands soucis des gens. Notre vision socialiste de société nous donne la détermination de défendre de façon conséquente les intérêts des ouvriers, des employés et fonctionnaires.

Ce qui nous distingue des réformistes, c'est notre manière d'entreprendre les actions pour des réformes. Chaque lutte offre la possibilité d'activer des gens. Dans l'action collective, les gens apprennent à prendre eux-mêmes leur sort en mains. Chaque lutte apporte des possibilités de compréhension et de conscience (par exemple par des mots d'ordre qui visent la toute-puissance des monopoles). Chaque action crée des possibilités d'organisation et de coopération durable. La mobilisation, la conscientisation et l'organisation durable sont vitales pour réaliser finalement une nouvelle société.

15. *Nous réalisons des choses concrètes.*

Nous ne sommes pas des vendeurs de belles paroles mais des gens qui agissent. C'est ainsi que nous voulons qu'on nous voie : comme un parti qui réalise quelque chose, qui est près des gens.

Les maisons médicales de Médecine pour le Peuple constituent toujours le meilleur exemple de notre capacité de réalisation. Les avocats du parti s'impliquent pour la protection des délégués et le droit de grève, pour la lutte des sans-papiers dans l'organisation de front UDEP, pour la protection du mouvement communiste. Le secteur étudiant de Comac aide les étudiants à préparer leurs examens dans une « bloque collective » annuelle. Les Pionniers organisent des écoles de devoirs. L'organisation du parti Amitié sans frontières aide les réfugiés et organise des rencontres lors des fêtes de fin d'année. Nous voulons explorer la possibilité de tenir des permanences sociales ou un guichet où on puisse demander conseil sur des questions déterminées, bien délimitées, comme on le fait actuellement à Herstal sur les prix de l'énergie. Le nouveau portail www.ptb.be offre aussi de grandes possibilités de créer ce genre de points de contact.

Nous voulons réunir toutes les propositions pour appliquer ces exemples de façon créative sur d'autres terrains, en commençant par les entreprises et les syndicats. Exemple : la vente de roses en solidarité avec les victimes d'accidents de travail par le C-DAST (le Centre de défense et d'action pour la santé des travailleurs, créé par Médecine pour le Peuple). Ou le procès contre le système de points de pénalisation à Ford Genk.

16. *Nous recherchons des petites victoires.*

Les petites victoires sont importantes pour préserver l'enthousiasme et la capacité d'action. Elles soutiennent le moral des mem-

bres et sont la meilleure publicité pour le parti dans les larges masses. Encore faut-il oser revendiquer ces victoires au nom du parti.

Notre meilleur atout pour décrocher des victoires, c'est la mobilisation de la population.

Pour décrocher de petites victoires, il importe de mener un dossier jusqu'à son terme. Nous n'allumons pas des feux de paille qui s'éteignent dès que nous nous éloignons. Nous respectons nos engagements.

17. Nous soutenons tout ce qui est positif.

Le PTB entend soutenir toutes les aspirations légitimes de la classe ouvrière. Nous voulons être en mesure de découvrir les aspirations des travailleurs. Celles-ci ne sont jamais « pures », il y a toujours des « imperfections », comme dans un diamant non taillé. Nous ne devons pas avoir peur de la poussière ou des « déchets », nous devons voir le diamant qui se cache derrière. Nous devons donc apprendre à découvrir toutes les tendances positives et à protéger l'enthousiasme des travailleurs.

Le gauchisme au contraire s'aveugle sur « le négatif », ce qui est diamétralement opposé à une attitude communiste. Les communistes ne se lamentent pas sur « le négatif ». Ils soutiennent et développent le positif et l'utilisent pour surmonter le négatif ou l'isoler.

18. Nous encourageons les activités populaires, sportives et culturelles.

Dans l'entreprise, tout ce qui compte, c'est la relation patron-travailleur. On travaille une grande partie de sa journée pour le profit du patron. La plupart des gens ont peu de possibilités d'utiliser leur créativité et leurs talents au bénéfice des autres tra-

vailleurs. En dehors des heures de travail, beaucoup participent à des activités sportives, musicales, culturelles. De telles activités apprennent aux gens à travailler ensemble, à s'organiser et à utiliser de façon créative leurs talents pour d'autres travailleurs.

Nous soutenons pleinement ces activités et nous apprécions l'engagement de tant de gens. Nous développons aussi de telles activités nous-mêmes. Pensez au « Tour de Frans » annuel à Zelzate qui permet aux sympathisants et membres du parti de déployer leurs capacités au service d'une offre variée de randonnées à vélo, de rallyes gourmands, de promenades urbaines, de tir aux claies, de concours de pêche, de kermesse, etc.

19. Nous faisons la distinction entre ce qui se passe en salle et ce qui se passe en cuisine.

Les meilleurs chefs coqs ne révèlent pas tous leurs secrets. La situation dans la cuisine est souvent plus chaotique que l'ambiance soignée de la salle. Il faut dans le parti assez d'attention et d'espace pour toutes les questions stratégiques et tactiques. Vers l'extérieur, nous devons savoir ce qui est essentiel. Dans le temps et l'espace limités que les médias nous accordent, nous voulons nous concentrer là-dessus, même si les journalistes s'intéressent souvent plus à notre cuisine interne ou aux points difficiles de notre programme.

20. Nous mettons en avant des personnalités reconnaissables et des porte-parole.

Cela joue un grand rôle dans la réputation de notre parti, dans la manière dont les gens voient le parti. Nous voulons un parti de « gens vivants », de gens « en chair et en os ». Nous voulons nous atteler sérieusement à la question de jeunes porte-paroles nationaux. Dans tout dossier important, le parti veut former un spé-

cialiste qui se profile dans les débats, dans les médias. Le nouveau portail www.ptb.be peut jouer un rôle important pour profiler des porte-paroles et des spécialistes. Enfin nous voulons aussi organiser des formations aux médias pour un large groupe de cadres.

21. *Nous menons une politique médiatique avantageuse.*

Sur ce plan, nous n'avons évidemment pas toutes les cartes en mains. La plupart des médias restent finalement entre les mains de quelques grands groupes de presse et de leurs actionnaires.

Mais il serait parfaitement idiot d'en conclure que nous ne devons pas faire nous-mêmes plus d'efforts envers les médias. Ce que peut d'ailleurs faire tout groupe de base ou toute section du parti. Les journalistes sont des hommes et des femmes qui savent apprécier les bonnes actions, les actions ludiques, les arguments bien développés et les résultats que nous pouvons leur présenter. Une modeste percée a d'ailleurs été réalisée sur cette base lors des dernières élections communales.

Nous voulons chercher constamment de possibles ouvertures. En prenant contact nous-mêmes avec des rédactions, nous avons obtenu des ouvertures au *Soir*, dans la *Gazet van Antwerpen* et dans le test électoral de la VRT. Nous voulons réagir à l'actualité par des communiqués de presse, mener des actions symboliques et ludiques pendant nos campagnes (comme le car paracétamol aux Pays-Bas). Nous voulons exploiter beaucoup plus activement les courriers de lecteurs et les forums publics sur les sites internet des journaux.

22. *C'est nous qui déterminons le sujet.*

Quand nous apparaissions dans les médias, la règle d'or c'est que nous devons déterminer nous-mêmes le sujet. Nous ne pou-

vons pas tirer dans toutes les directions et nous faisons donc mieux de nous en tenir à l'essentiel de notre message. Nous évitons les débats perdus d'avance. On peut toujours éluder les questions embêtantes, soit qu'elles ne portent pas sur des problèmes actuels, soit qu'il s'agisse de provocations ou de questions qui ne sont pas accessibles au grand public.

Ça ne veut pas dire qu'il faut rejeter toutes les questions difficiles. Ça veut dire que c'est à nous de voir ce qui est à l'ordre du jour et ça veut dire que nous ne réagissons pas d'office à tout.

23. Nous tournons le débat à notre avantage.

Nous ne voulons pas seulement avoir raison, nous voulons convaincre. Défendre son affaire de manière avantageuse ne veut pas dire se taire sur les thèmes plus difficiles. Cela veut dire surtout que sur ces questions aussi nous savons découvrir l'angle d'attaque le plus avantageux. La meilleure manière de contrer le Vlaams Belang, c'est de montrer que c'est un parti des riches et du patronat. Leur racisme et leur nationalisme servent à diviser les travailleurs pour faciliter la réalisation de leur programme. On peut marquer des points sur des problèmes difficiles comme le racisme et les réfugiés en les personnalisant sur base d'exemples comme Semira Adamu (qui a été étouffée avec un coussin par des gendarmes) ou Angélica (la fillette équatorienne en centre fermé).

Un syndicaliste écrit ainsi fort justement : « On ne peut pas exclure des attaques frontales contre le racisme. Mais un principe tactique important c'est qu'on doit toujours bien analyser quand il faut attaquer et quand non. Les ouvriers, qui se trouvent pour la plupart en permanence dans une situation de conflit avec leur chef et leur patron, sont très habitués à ça. À quel moment je vais dire ça ou non ? à quel moment je vais faire ça ou non ?

comment je vais le dire ou le faire ? La volonté de comprendre les lois de la tactique dépend souvent de la volonté de gagner, d'atteindre des résultats pratiques. La tactique, c'est essentiellement la recherche des tours et détours, des bons moments et des bons moyens pour atteindre un certain but. »

24. *Nous utilisons la force de l'exemple positif.*

L'existence d'un impôt sur la fortune en France et aux Pays-Bas contredit l'argument de la fuite des capitaux. Des expériences positives de lutte sont souvent beaucoup plus convaincantes que beaucoup d'arguments. Les succès des dockers contre la directive européenne Port Package (que le personnel de bord puisse lui-même charger et décharger) ou des jeunes Français contre le Contrat première embauche (liberté de licencier pendant les deux premières années) sont des encouragements forts pour le reste de la classe ouvrière.

Exemple : la guerre des médicaments est devenue un feuilleton à succès quand on y a ajouté le kiwi. L'idée du kiwi a été amenée par un responsable des Mutualités chrétiennes : « Dirk, il faut que tu ailles voir comment ils font en Nouvelle-Zélande ! » C'est comme ça qu'on a trouvé aux embrouilles du ministre Vandebroucke une solution de rechange simple, réaliste, logique et pratique qui profite aussi bien aux patients qu'à l'assurance maladie. Le modèle kiwi ! Ça donnait une perspective à la lutte. Ça a été la base d'une large mobilisation et d'un large front.

25. *Nous parlons une langue directe et simple, compréhensible pour les gens.*

Nous simplifions nos messages, notre matériel, nos activités, en sorte que les gens avec qui nous travaillons se sentent à l'aise.

Il faut accorder une attention particulière à éviter le jargon de parti, à simplifier le message, tant dans le texte que dans l'image. Il faut s'adresser à l'esprit et au cœur, avec humour et sérieux. L'humour est une arme puissante dans la communication. Nous pouvons apprendre de tribuns ouvriers comme Roberto D'Orazio ou Jan Cap, qui sont très éloignés d'une langue bureaucratique renfrognée. Nous pouvons apprendre de la manière dont des dirigeants populaires comme Hugo Chávez arrivent à soulever les foules.

26. *Nous laissons les faits parler d'eux-mêmes.*

Ce qui importe dans un dossier, ce sont les faits, les faits, les faits..., que le lecteur puisse en tirer lui-même ses conclusions. Les gens en sont capables ! Certains ont trouvé le livre de Dirk Van Duppen « trop sec et trop distant ». Ils disaient : « il manque l'indignation ». Mais ce n'est pas juste. Oui, il faut de l'émotion, mais alors autant que possible issue du vécu et dans une proportionnalité raisonnable aux faits. D'accord, il faut émouvoir le lecteur ou l'interlocuteur : le confronter aux faits doit « lui faire bouillir le sang » comme l'écrivait le magazine *Humo* à propos du livre. Mais on ne peut pas dire : « maintenant votre sang doit bouillir parce que moi je suis indigné ». Si le lecteur ou l'interlocuteur tire ses propres conclusions de vos données, s'il s'en indigne, ces conclusions et cette indignation seront bien plus profondes.

27. *Nous nous adressons à l'esprit et au cœur, nous recourons au texte et à l'image dans du matériel professionnel.*

Nous nous basons sur des analyses et des dossiers solidement étayés. Ceux-ci débouchent sur des propositions où tout se tient.

Ça, c'est le travail qui s'adresse à l'esprit. Reste encore à gagner les cœurs. Là, le contact direct est déterminant. Mais lorsqu'il s'agit de toucher un plus grand groupe de gens, il devient impossible de rencontrer chacun personnellement, de lui proposer une tasse de café et de lui exposer patiemment tout notre discours. Là, ce qui est important, c'est l'impression qu'on laisse aux gens. Un style maison aide à communiquer l'âme du parti. Un style maison contribue à ce que les gens se sentent bien au contact de l'image du parti.

Sur le portail du parti, dans l'hebdomadaire *Solidaire*, dans les dépliants de masse et dans les dizaines de dépliants d'entreprise ou de quartier, nous ne nous adressons pas seulement à l'esprit mais au cœur. Une image en dit plus long que dix longues phrases. Un bon titre a plus d'effet qu'un slogan ronflant. Dans un dépliant de masse, les images, les dessins, les titres et sous-titres sont aussi importants que le texte lui-même.

28. *Sur le plan de l'organisation non plus, nous ne reconnaissons aucune « vérité éternelle ».*

Nous voulons rechercher constamment les formes d'organisation qui correspondent le mieux aux circonstances. Aujourd'hui, nous voulons surtout rendre notre parti plus accessible, pour qu'il devienne le parti des travailleurs (voir chapitre 4). Les formes d'organisation peuvent varier selon les hauts et les bas du mouvement. Pendant la lutte contre le pacte des générations, nous avons ouvert plus largement les groupes de base. En cinq mois, d'octobre 2005 à mars 2006, 483 personnes sont devenues membres du parti, dont près de 200 syndicalistes.

Le parti veut disposer à tout moment d'une offre variée d'activités accessibles et populaires. Parmi elles, aussi des activités

de caractère familial. Le *Tour de Frans* à Zelzate est une vraie fête populaire et le *Café Santé* de Hoboken est une sympathique causette du vendredi de Médecine pour le Peuple où beaucoup de sympathisants viennent tous les mois.

29. *Nous encourageons une riche palette d'organisations de masse. Elles sont d'une importance vitale pour permettre aux gens d'accumuler des expériences.*

À côté du travail dans les organisations de masse existantes (comme les syndicats, comités de quartier, maisons de jeunes, associations de solidarité internationale ou pour la paix, organisations de défense de l'environnement, etc.), le parti peut être l'initiateur de nouvelles organisations de masse. Il s'agit d'organisations qui sont actives sur un terrain particulier du programme du parti et qui attireront sur ce terrain un public plus large de non-membres du parti. La principale organisation de masse du parti est le mouvement de jeunes Comac. Ensuite, il y a entre autres Marianne, l'organisation de femmes ; les Pionniers, l'organisation des enfants ; et Amitié sans frontières, pour le travail avec les réfugiés.

30. *Nous recherchons les alliances les plus larges possibles.*

Dans tout mouvement de lutte pour le progrès social, pour la démocratie, pour la solidarité internationale, pour paix ou pour la préservation de la nature, nous développons une politique active de front uni. Le but est de mettre sur pied la mobilisation la plus large et la plus forte possible. Les fronts unis conduisent des mouvements de masse. Collaborer implique parfois aussi des concessions sur la plate-forme pour maintenir l'unité. Cela va

à l'encontre des tendances sectaires qui veulent avoir toujours raison en tout.

Dans le front, nous voulons apprécier l'aspect positif des organisations avec lesquelles nous collaborons. Le PTB a le souci d'une attitude ouverte, honnête et confiante entre les divers partenaires du front. S'il y a des critiques à faire, nous voulons le faire d'une manière mesurée. Le but doit toujours être de renforcer le travail de front et l'action.

Jouer du piano

L'intention est d'appliquer en même temps le plus grand nombre de ces recommandations. Un bon exemple est celui de Christine, membre de groupe à Gand. Elle lance dans son comité de quartier une lutte contre les dégâts des eaux. Elle y applique d'emblée différents principes tactiques :

- Commencer par prendre conscience de l'importance du problème et qu'il faut s'en occuper (point 14). Dans le passé, on nous fermait la porte au nez quand nous disions que nous étions du PTB. Les habitants du quartier sont maintenant très positifs à notre égard.
- Elle a rassemblé tous les cas (point 10) et s'est adressée au comité de quartier (point 11).
- Le comité de quartier a été reçu par le bourgmestre. C'était déjà une victoire en soi (point 16).
- Ils ont constitué un dossier des cas d'inondation et de leurs conséquences et rédigé des revendications sur cette base (point 15).
- En se comportant de manière tactique dans l'entrevue avec le bourgmestre (savoir reconnaître ce qu'il y a de positif), elle a pu se profiler comme responsable du comité (point 20).

3. Le PTB tel qu'il est. Le profil positif du parti des gens d'abord

Nous voulons déterminer nous-mêmes le profil du parti. Nous pouvons y contribuer activement. Même si nous n'avons pas tous les éléments en mains, nous pouvons mettre en avant nous-mêmes un profil positif du parti, le présenter tel qu'il est et pas comme dans les préjugés, les clichés et les demi vérités.

Notre profil est contenu dans le slogan « Les gens d'abord, pas le profit ».

1. *Un parti politique aux multiples facettes.* Notre parti se présente d'abord comme un parti politique. Nous ne sommes pas un groupe de pression syndical, mais un parti qui, par des actions politiques, s'adresse à l'ensemble des travailleurs. Dans le monde d'aujourd'hui, nous voulons nous manifester d'abord comme un parti avec un programme social fort. Un parti qui défend la justice sociale et la solidarité internationale. Un parti qui lutte pour les droits démocratiques et la paix. Un parti qui s'engage pour la préservation de l'environnement pour les générations futures. Un parti qui veut mettre fin à l'exploitation de l'homme.
2. *Un parti où les travailleurs se sentent chez eux.* Un parti où ouvriers, employés, fonctionnaires, jeunes et intellectuels, ou encore indépendants sont les bienvenus. Un parti où chaque membre se sent chez lui et est fier de son parti. Un parti où chacun apporte sa contribution à son rythme. Un parti actif, avec de nombreux membres, implanté dans les entreprises, bureaux, communes et quartiers. Un parti en chair et en os. Un parti où il y a place aussi pour l'humour. Donc pas un parti de gens « beaucoup trop sérieux ».

3. *Un parti de victoires, même petites.* Pas seulement un parti qui sait tout expliquer, mais un parti qui fait quelque chose. Pas un parti qui se lamente sur ce qui va mal, mais un parti qui offre une perspective en aidant la population travailleuse à décrocher de petites victoires.
4. *Un parti transparent, une maison de verre.* Nous n'avons rien à cacher. Nous ne travaillons pas par en dessous de la table ou comme un lobby. Nous avons un style de travail ouvert et démocratique. Nous avons une charpente d'acier, mais une maison de verre.
5. *Un parti à l'écoute.* Un parti qui travaille continuellement avec des questionnaires. Une oreille attentive à ce qui se passe dans l'atelier, à l'école, au bureau, dans le quartier. Nous restons déterminés, mais nous ne sommes plus prétentieux. Donc pas le parti « qui a toujours raison », ni le parti « donneur de leçons » et encore moins le parti du « monopole de la vérité ».
6. *Un parti nuancé.* Un parti avec des analyses, des positions et des interventions étayées. Dans notre discours, nous voulons autant que possible laisser les faits parler d'eux-mêmes. Pas un parti du noir et du blanc. Pas un parti dont le discours est plein de points d'exclamation et de superlatifs surchargés. Mais bien un parti franchement à gauche, qui dit ce qu'il en est sans mâcher ses mots.
7. *Un parti des actes.* Pas un parti du bavardage. Un parti d'action, un parti qui réalise quelque chose, comme Médecine pour le Peuple avec ses cinquante médecins dans onze maisons médicales qui soignent gratuitement les 25 000 patients inscrits chez eux.
8. *Un parti qui sait coopérer.* Un parti qui coopère avec les grandes organisations sociales et avec tous ceux qui recherchent

le progrès social, les droits démocratiques, la solidarité internationale, la paix et la préservation de l'environnement. La lutte pour des médicaments moins chers (kiwi) en est un exemple.

9. *Un parti communiste d'aujourd'hui, qui cherche sa propre voie.* Un parti sans dogmes ni recettes de cuisine rigides.

4. Attention particulière à la tactique syndicale

4.1. Notre attitude fondamentale est celle de renforcer les syndicats

Les syndicats sont les organisations les plus importantes des travailleurs. Les syndicats remplissent un autre rôle que le parti. Le parti organise tous ceux qui aspirent au socialisme (ce qui n'est naturellement pas « toute la classe des travailleurs »). Au contraire le syndicat organise presque toute la classe ouvrière comme classe, en tout cas dans notre pays.

Il n'y a donc aucune « concurrence » entre le parti et le syndicat. Que du contraire. Le syndicat est irremplaçable pour unir la classe ouvrière dans la lutte contre le capital. C'est une tâche que nous devons apprécier à sa juste valeur, plus que jamais dans une période où la stratégie centrale du capital est la division et la dispersion. C'est la tâche du syndicat de mener la lutte de classe et nous voulons nous engager dans le syndicat pour y contribuer. Le syndicat dans son ensemble appartient au front pour le progrès social, la démocratie, la paix, la préservation de la nature. Dans toute notre intervention, notre attitude de base doit être une attitude de renforcement des syndicats.

Comme parti politique, nous défendons loyalement nos positions envers les syndicats. Sur ce plan, nous aspirons à l'unité avec la plus grande majorité des responsables syndicaux et des délégués.

Le syndicat est traversé par divers courants politiques. Il y a beaucoup de forces anticapitalistes en action, et il y a aussi des forces qui prêchent la réconciliation avec le système. Ce n'est pas une contradiction entre base et sommet mais une contradiction qui traverse tout le syndicat du haut en bas. Comme parti, nous dirigeons nos critiques contre les partis bourgeois qui essaient d'imposer leurs points de vue dans les syndicats et qui prennent la défense du capital. Nous savons que certains responsables syndicaux y contribuent activement. Quand nous critiquons, nous le faisons tactiquement : avec mesure, dans une attitude positive et en nous appuyant sur les positions des travailleurs. Nous appelons au développement complet de la démocratie pour offrir ainsi une porte de sortie. Nous soutenons positivement les bonnes positions du syndicat.

À des étapes cruciales de la lutte, le parti défend sa vision mais s'incline devant les décisions de la majorité. C'est l'organisation de masse qui mène la lutte. Ceci est en rupture avec notre passé où nous avons souvent appelé à des aventures sans relais syndical.

4.2. Nous défendons la plus grande démocratie possible dans les syndicats

L'antisindicalisme est très vivant à la base. C'est souvent sous l'influence de la droite et des patrons, mais aussi de mouvements de luttes cassés, de déceptions à propos de décisions de certains

responsables syndicaux. Le syndicat a pour tâche d'unir les masses dans la lutte contre le capital et d'être un lieu de formation à une autre vision de société. Ce n'est pas possible sans le plus grand déploiement de la démocratie. Tous les points de vue doivent pouvoir s'exprimer.

4.3. Nous défendons l'unité la plus grande possible des syndicats

La division en trois syndicats « concurrents » n'est pas une bonne chose et conduit souvent à des conflits inutiles et à des déchirures parmi les travailleurs. Notre intervention tactique dans les syndicats part toujours d'une volonté d'unité. Nous défendons l'unité et la coopération maximale entre les trois syndicats et combattons aussi la division des syndicats selon une ligne de fracture nationaliste.



Un parti de travailleurs

Chapitre 4. Un parti de travailleurs

Table des matières

Introduction 109

1. Nous voulons devenir le parti des travailleurs 109
 - 1.1. Qu'entendons-nous par « le parti des travailleurs » ? 109
 - 1.2. La fierté de notre parti se base sur nos réalisations concrètes 110
 - 1.3. Le défi aujourd'hui : une percée parmi les travailleurs 111
 - 1.4. Si nous voulons changer le monde, nous devons être un parti du peuple 112
2. Comment et où construire le parti ? 112
 - 2.1. Nous implanter solidement dans le monde du travail 112
 - a. Les usines et les bureaux : notre premier terrain de travail 112
 - b. Se mettre du côté des syndicats 113
 - 2.2. Construire des sections locales et communales 115
 - 2.3. Chercher la synergie entre les différents groupes de base du parti (entreprises et sections locales) 116
 - 2.4. Chercher la coopération avec tous ceux qui aspirent à une société juste 117
 - 2.5. Donner la priorité aux jeunes 117

3. Un parti actif, un parti de membres 118
 - 3.1. Un parti actif 118
 - 3.2. Un parti de membres 120
 - a. Prendre parti 120
 - b. Notre objectif : 5 000 membres pour juin 2010 120

4. Les différents niveaux dans le parti 121
 - 4.1. Trois niveaux différents d'engagement 121
 - a. Les militants 122
 - b. Les membres de groupe 122
 - c. Les membres consultatifs 123
 - 4.2. Le respect des droits et de l'engagement de chaque niveau 124
 - 4.3. Dynamique de groupe 126

5. Au PTB chacun a droit à une formation adaptée 127
 - 5.1. Formation dans les groupes de base 127
 - 5.2. La formation de base 127
 - 5.3. Formation pour le démarrage d'un groupe de base 127
 - 5.4. École des militants 128
 - 5.5. École des cadres ouvriers 128
 - 5.6. École des cadres du 8e congrès 128
 - 5.7. Autres formations 128

6. Qu'est-ce qui doit encore changer pour pouvoir atteindre ces objectifs ? 129
 - 6.1. Le parti 129
 - 6.2. Le style de travail des cadres 130

Notes 131

Introduction

Travailleurs, jeunes et vieux, malades ou en bonne santé, avec ou sans enfants, hommes et femmes, francophones, néerlandophones ou autres, ils sont de plus en plus laissés pour compte par le monde politique traditionnel.

Notre parti fait un choix, le choix de devenir le parti des travailleurs, plus encore qu'aujourd'hui. Un parti où les ouvriers, employés, chômeurs, jeunes, intellectuels et indépendants se sentent chez eux. Un parti qui se met du côté des syndicats au lieu de les combattre. Un parti actif qu'on peut voir à bien plus d'endroits. Un parti de membres, basé sur des groupes de base avec une bonne dynamique de groupe. Qui est fortement implanté, tant dans les entreprises que dans les communes, avec une bonne interaction entre les deux. Un parti qui accorde aussi plus d'attention aux formations à tous les niveaux.

1. Nous voulons devenir le parti des travailleurs

1.1. Qu'entendons-nous par « le parti des travailleurs » ?

Dans le chapitre 2, nous avons exposé que nous avons une vision globale sur la classe ouvrière. Une vision qui unifie et ne divise pas.

Nous nous orientons en premier lieu vers la classe des travailleurs au sens large. Dans notre pays ça concerne environ quatre millions de personnes, et leurs familles.

Lorsque nous parlons de la classe ouvrière, nous ne parlons donc pas seulement des ouvriers, mais aussi des employés, fonctionnaires, infirmiers, enseignants, chômeurs, etc.

Devenir un parti de travailleurs, un parti ouvrier, signifie pour nous que tous ces gens se sentent chez eux dans le parti.

1.2. La fierté de notre parti se base sur nos réalisations concrètes

Le Parti du Travail de Belgique (PTB) est né de la fusion entre le mouvement étudiant de gauche et le mouvement ouvrier (la grève de Ford en 1968, la grève des mines du Limbourg en 1971, la grève des dockers en 1973...). Dès le début sont apparus des noyaux ouvriers actifs comme au chantier naval de Cockerill Yards, dans les mines du Limbourg, au chantier naval de Boel Tamise, au port d'Anvers, etc. Après une période d'édification de dix ans, le PTB a été fondé officiellement le 4 novembre 1979.

Ces trente dernières années, on a continué à construire le parti, avec en fil rouge un fort engagement au côté du peuple, tout en poursuivant la perspective d'une société socialiste. Lors de la chute du mur de Berlin, après la contre-révolution de 1989, le parti est resté debout. Depuis 2004, le parti est engagé dans un mouvement de renouveau en profondeur, qui a été confirmé par le huitième congrès. Aujourd'hui, la fierté de notre parti se base sur ce que nous avons réalisé.

Le PTB, c'est

- un parti national, actif dans tout le pays
- un parti qui a une section organisée dans 45 grandes entreprises et qui est actif autour de 75 autres ;
- un parti qui a une activité structurée dans 22 villes et communes et qui a 15 élus communaux dans 8 communes

- un parti qui publie chaque semaine deux journaux, *Solidaire* en français et *Solidair* en néerlandais
- un parti qui a pris l’initiative de fonder onze maisons médicales de Médecine pour le Peuple, où cinquante médecins soignent plus de 25 000 patients
- un parti avec un mouvement de jeunes, Comac, actif dans six universités et différentes écoles
- un parti avec des dizaines d’avocats qui travaillent au service du peuple et pour les droits démocratiques et sociaux
- un parti avec des organisations comme le mouvement de femmes Marianne, l’organisation de réfugiés Amitié sans frontières et une grande activité internationale

1.3. Le défi aujourd’hui : une percée parmi les travailleurs

En 2009, le parti aura trente ans. Nous avons des bases solides, une organisation exceptionnelle et de larges initiatives. Nous devons faire le pas suivant : la percée définitive parmi les travailleurs. À ce propos nous devons *oser remettre en question certaines habitudes du passé*. Beaucoup d’ouvriers, d’employés et de fonctionnaires ne se retrouvaient pas dans les trop hautes exigences d’adhésion et de militantisme. Différents travailleurs se sont éloignés de nous parce que le parti leur paraissait élitiste, un parti de « surhommes ». Des gens, avec leurs points forts et leurs points faibles, ne se reconnaissaient pas dans un parti trop orienté vers un noyau de cadres. Nous voulons changer ça et il est possible de s’atteler tous aujourd’hui à ce changement.

1.4. Si nous voulons changer le monde, nous devons être un parti du peuple

Nous avons besoin d'un parti qui est très bien implanté dans toutes les couches de la population. Ce sont ces centaines de milliers de gens qui se rendent quotidiennement dans les entreprises qui sont le premier moteur du changement social. Leur combat pour une vie digne est un facteur essentiel pour atteindre le socialisme. C'est pourquoi nous devons aujourd'hui ouvrir toutes grandes nos portes. Nous avons un parti solide, mais notre nombre de membres est en dessous de tout.

2. Comment et où construire le parti ?

2.1. Nous implanter solidement dans le monde du travail

(a) Les usines et les bureaux : notre premier terrain de travail

Les ouvriers et les employés qui travaillent dans l'industrie et dans les autres secteurs clefs (poste, chemins de fer, aéroports, ports...) forment le noyau de la classe ouvrière. De par leur position stratégique dans le processus de production, ils sont la principale force dans le processus de changement. Pour un parti comme le nôtre, il est donc d'une importance essentielle que nous y soyons forts.

Même s'il y a une plus forte pression dans les entreprises, même s'il y a des restructurations massives et des conditions de travail toujours plus difficiles : c'est à nous d'être créatifs et de chercher de bonnes voies nouvelles pour développer le travail du parti au sein des entreprises et des systèmes productifs.

L'histoire ouvrière dans notre pays nous apprend que presque tous les grands mouvements de lutte sont partis et ont été dirigés à partir des plus grandes entreprises ou des grands secteurs. C'était le cas pour les grèves générales de 1932, de 1936 et de 1960-61. C'était le cas pour le grand mouvement de lutte contre le « plan global » en 1993. C'était le cas pour les grands mouvements de lutte dans les secteurs de la sidérurgie, des mines, de la construction navale. Et également pour les dockers qui ont empêché les mesures européennes de démantèlement. Et c'était aussi le cas lors de la lutte contre le pacte des générations en 2005.

La force essentielle du mouvement est dans le degré d'organisation des ouvriers dans les *grandes* usines, car les grandes usines renferment la partie de la classe ouvrière qui prédomine non seulement par le nombre, mais plus encore par l'influence, le niveau, la combativité. C'est pourquoi, nous voulons que chaque grande entreprise, bureau ou système productif devienne un bastion rouge.

Le grand défi est : comment transformer des dizaines de grandes usines, bureaux et systèmes productifs en Belgique en véritables bastions de la lutte ouvrière ?

Gagner de nombreux membres dans les usines et les bureaux est donc notre principal souci pour les années à venir. Cela augmentera la force de frappe du parti et l'influence sur la lutte. Nous voulons construire un courant anticapitaliste parmi les ouvriers, les employés et les fonctionnaires.

(b) Se mettre du côté des syndicats

Dans le temps, les ouvriers ont fondé des syndicats pour ne pas être seuls face aux patrons. Ils se sont unis pour obtenir de meilleures conditions de vie, de salaire et de travail.

Même si les positions de certains des plus hauts dirigeants sont parfois contraires aux revendications et aux attentes de nombreux ouvriers, une chose demeure aujourd’hui particulièrement claire : les syndicats sont les plus importantes organisations de masse des travailleurs. Elles peuvent faire barrage à la destruction accélérée de nombreux acquis sociaux. Elles sont en mesure d’arracher de nouveaux acquis sociaux et démocratiques. Et elles donnent la possibilité à de très nombreux travailleurs de se former à l’« école de la lutte » pour une société sans exploitation. En tant que parti ouvrier, nous avons tous ensemble le devoir de rendre les syndicats les plus forts possible.

En Belgique 75 % des ouvriers, employés et fonctionnaires sont organisés dans les syndicats, qui comptent ensemble trois millions de membres. Ils sont la plus grande organisation sociale dans le pays et possèdent le plus grand potentiel anticapitaliste. De nombreuses revendications directes des syndicats se rapprochent très fort de celles du PTB.

C’est pour cela que nos membres doivent être là où la masse des travailleurs est organisée. Nos membres doivent, le plus possible, jouer un rôle actif dans le renforcement des grands syndicats.

Grâce à notre attitude positive durant le pacte des générations, en engageant le débat avec de nombreux responsables syndicaux sur une base correcte, l’ouverture envers le parti a augmenté. En renforçant les liens, la coopération ne fera que croître.

La délégation syndicale et le groupe des militants constituent le cœur du syndicat dans l’entreprise. C’est pourquoi le soutien des délégués et militants de l’entreprise et la collaboration avec eux sont une tâche essentielle pour nos sections d’entreprise.

Le livre de Jan Cap, *Au nom de ma classe*, relate l’expérience du chantier naval de Boel Tamise. Le livre de Jan Grauwels et

Luc Cieters, *La bataille des mines*, résume la lutte des mineurs limbourgeois. Et le livre de Gilles Martin, *Ceux de Clabecq*, raconte la construction du syndicalisme de lutte dans l'usine sidérurgique des Forges de Clabecq.

Se mettre du côté du syndicat est l'affaire de tout le parti. Nous encourageons chaque membre du parti à devenir aussi membre du mouvement syndical. Nous voulons aussi que toutes les unités et sections consacrent l'attention nécessaire au travail syndical : section internationale, Médecine pour le Peuple, jeunes, avocats, etc.

2.2. Construire des sections locales et communales

Si nous voulons implanter largement notre parti, alors nous devons mettre sur pied de nombreuses sections locales et de quartier. C'est là qu'habitent des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs et leurs familles, de jeunes que nous n'atteignons pas maintenant. La classe travailleuse vit l'exploitation aussi dans les communes et les villes, dans sa vie quotidienne : des prix élevés pour l'énergie, une médecine chère, de mauvaises infrastructures.

Au niveau local il y a de nombreux besoins et de nombreuses revendications, et en même temps de nombreuses possibilités pour la population travailleuse de s'organiser et de résister (voir les nombreuses actions réussies à Zelzate, Herstal, Hoboken, Deurne, Genk, Lommel, La Louvière, Seraing...). Il y a la fermeture des cliniques, les taxes communales, les problèmes d'environnement, le prix des sacs poubelle... De nombreuses grandes et petites préoccupations qui inquiètent les ouvriers et leurs familles. En mettant sur pied plus de sections locales nous pouvons

augmenter notre influence dans les quartiers, les communes et les villes. Nous pouvons ainsi obtenir des victoires ici aussi.

Nos élus au conseil communal travaillent selon la devise : terrain-conseil-terrain. Mener des actions avec la population pour des solutions aux problèmes des gens reste leur tâche principale.

2.3. Chercher la synergie entre les différents groupes de base du parti (entreprises et sections locales)

Pour les membres des sections d'entreprise, le premier terrain de travail reste l'usine ou le bureau. Mais en même temps nous voulons plus de coopération avec les sections locales et vice versa.

La section locale peut aider la section d'usine pour l'organisation de la propagande et d'autres activités. Les sections communales peuvent aussi apporter des membres aux sections d'entreprise. Les médecins de MPLP peuvent intervenir sur les problèmes de sécurité dans les entreprises.

La section d'entreprise et la section communale peuvent se soutenir mutuellement sur le terrain local. Ensemble elles peuvent participer à des activités facilement accessibles. Une fête populaire avec 1000 participants à Zelzate, le souper aux moulins à Hoboken ou le bal de Nadia et Johan à Herstal sont des événements importants. Ils rendent le parti attrayant pour un large groupe de gens.

Les membres des sections d'entreprise peuvent participer à ces activités et y emmener leurs amis.

Certains ouvriers, dont également des syndicalistes, ont surtout de l'intérêt pour des actions locales, sont actifs dans des clubs locaux. Certains préfèrent être actifs dans leur commune.

Nous voulons respecter ce choix et aussi le rendre possible. Au niveau local aussi, il y a des activités syndicales, de groupes tiers-mondistes, de comités... Elles sont également importantes pour le parti. Nous appelons nos membres à être actifs sur les différents terrains – dans la mesure du possible.

Même si les membres d'une section ouvrière sont principalement organisés dans le groupe de base de leur entreprise, ils sont invités, sans obligation, aux assemblées les plus importantes des membres de leur région ou de leur commune (par exemple pour les élections) et nous les encourageons à participer aux actions locales (par exemple lorsqu'un bureau de poste est menacé de fermeture).

2.4. Chercher la coopération avec tous ceux qui aspirent à une société juste

Nous voulons coopérer avec toutes les organisations sociales et toutes les personnes qui s'engagent pour le progrès social, la démocratie, la solidarité internationale, la paix et la préservation de l'environnement.

2.5. Donner la priorité aux jeunes

La jeunesse est l'avenir. Nous voulons que tous les groupes de base consacrent une attention particulière à la masse des jeunes travailleurs de notre pays. Une partie de nos membres atteignent les cinquante ans. Nous voulons que tous les membres témoignent d'un intérêt particulier pour leurs jeunes collègues et camarades de travail. Tout comme pour les thèmes qui les préoccupent.

Dans les sections communales et de quartier nous voulons donner la priorité aux ménages jeunes et actifs.

Le PTB encouragera de jeunes camarades à aller travailler en entreprise et dans les syndicats. Ils peuvent nous aider à nous rapprocher du vécu des jeunes travailleurs.

En général nous voulons faire en sorte que les jeunes s'intéressent plus au monde du travail. En les emmenant aux piquets, aux réunions syndicales ouvertes...

À nos jeunes, nous demandons de participer aux activités des sections de jeunes de la CSC et de la FGTB.

Nous voulons que nos « anciens », qui ont beaucoup d'expérience dans l'entreprise ou le syndicat, puissent accompagner de nouveaux et jeunes camarades.

3. Un parti actif, un parti de membres

3.1. Un parti actif

Notre parti est encore beaucoup trop peu connu. Il a besoin de plus d'activisme afin d'être visible à beaucoup plus d'endroits, afin que les gens entendent parler du PTB. C'est possible aujourd'hui si nous arrivons à donner une tâche à tous nos nouveaux membres.

- Le PTB doit *être partout où les travailleurs mènent des actions*. Les porte-paroles témoignent de leur solidarité et soutiennent les activistes et les grévistes par des moyens concrets (collecte de soutien, affiches, autocollants, reportages photo, mais aussi soupe, croissants, etc.)
- *Solidaire* joue un rôle dans ce militantisme. Nous proposons le journal lors de manifestations, actions et à d'autres endroits.

Nous voulons faire plus d'efforts pour faire des abonnements. En outre, on peut – en guise de promotion – distribuer gratuitement *Solidaire* dans les gares, les bibliothèques, les activités syndicales ou à d'autres endroits publics.

- Trois fois par an, le PTB distribue très largement un *dépliant national* dans les boîtes aux lettres et aux entreprises.
- Tout comme dans les communes de Hoboken, Zelzate et Herstal, où il existe un *petit journal communal*, nos groupes de base dans les entreprises peuvent réaliser avec leurs membres un *petit journal d'entreprise ou de secteur*. Pour cela, on peut réunir des gens de l'entreprise et faire de nouveaux membres.
- Les membres doivent disposer d'*un bon matériel gratuit* pour présenter le parti autour d'eux.

Nous voulons généraliser l'exemple de Zelzate dans le parti.

Un parti qui mobilise, combat et lutte avec les membres.

- Un parti qui sent très bien les préoccupations du peuple et sait les traduire en actes.
- Un parti qui organise de nombreux membres.
- Un parti qui décroche de petites victoires.
- Un parti qui apprécie ses membres pour ce qu'ils font.
- Un parti qui fait la fête avec toute la commune, pas seulement en petit cercle.
- Un parti qui organise de la formation.

En 2009, à l'occasion du 30^e anniversaire du parti, le journaliste engagé Thomas Blommaert publiera le livre *Le secret de Zelzate*. Nous voulons faire de ce livre un tremplin pour populariser le modèle de parti actif issu de la riche expérience de Zelzate.

3.2. Un parti de membres

En juin 2007, le PTB comptait 2 885 membres. En 2006, il y en avait 2 335. Une augmentation de 550 sur un an. C'est encourageant. Mais nous pouvons certainement faire encore mieux si tous les membres du parti s'y mettent.

a. Prendre parti

Nous proposons une carte de membre à tous ceux qui ont de la sympathie pour le PTB ou pour l'un ou l'autre thème. Une carte de membre donne au membre le sentiment d'appartenir à son parti : « Le PTB, c'est mon parti ». Proposer la carte de membre est une tâche permanente. Les campagnes, les luttes et leurs moments forts, c'est le bon moment pour proposer une carte de membre ; c'est alors que les gens prennent parti. Nous ratons de nombreuses occasions si nous nous y prenons seulement des mois plus tard.

Nous voulons que chaque membre ait toujours cinq cartes de membre en poche. Nous voulons que chacun se pose la question : « Ai-je déjà présenté la carte de membre du PTB à mes camarades de travail, à mes collègues au syndicat, à ma famille, dans mon club de sport ou à toute autre occasion ? »

b. Notre objectif : 5 000 membres pour juin 2010

Chaque nouveau membre recevra à domicile un cadeau de bienvenue et une farde d'information.

On liera le renouvellement des cotisations pour l'année 2008 à une campagne pour le paiement des cotisations par domiciliation. On demandera aux nouveaux membres de payer de préférence par domiciliation.

Les militants et les membres de groupe paient leur cotisation à leur réunion.

4. Les différents niveaux dans le parti

Ces dernières années, nous avons élargi le parti en accueillant des ouvriers, des syndicalistes et beaucoup d'autres gens. Nous avons demandé aux sections du parti d'expérimenter et d'accumuler diverses expériences créatives. Le Congrès veut préserver et poursuivre cet élargissement dans les années qui viennent.

Mais le Congrès fixe en même temps un certain nombre de règles qui déterminent les droits et les engagements des divers niveaux. Ces règles sont d'application dans tout le parti, d'Os-tende à Herstal, de Mons à Genk.

Le parti réunit tous ceux qui aspirent à une société socialiste, une société sans exploitation de l'homme par l'homme.

Nous nous organisons pour atteindre cet objectif historique. Pour cela, le parti a besoin de la force de frappe de tous ses membres. On peut briser un doigt, mais pas un poing. Pour former cette force de frappe, le parti a besoin de règles de fonctionnement, fixées dans les Statuts.

4.1. Trois niveaux différents d'engagement dans le parti

Le parti connaît trois niveaux et trois formes d'adhésion : les membres consultatifs, les membres de groupe et les militants. Chaque forme d'adhésion a ses propres droits et engagements.

a. Les militants

Pour réaliser notre souhait d'un plus grand parti de membres, nous avons besoin de beaucoup de nouveaux militants. Ces militants doivent aider les nombreux nouveaux membres dans le travail quotidien. Nous voulons que beaucoup de travailleurs deviennent militants, mais aussi des jeunes et des étudiants. Cela nous aidera tant à rajeunir le parti qu'à lui donner un caractère plus ouvrier.

On trouve les droits et engagements des militants dans les articles 12, 19 et 20 des nouveaux statuts.

b. Les membres de groupe

Les membres de groupe sont organisés dans des groupes de base. Des groupes de base peuvent exister dans les entreprises, dans les communes et dans d'autres secteurs de travail.

Le parti est construit sur ces groupes de base. Les groupes de base sont les moteurs du travail du PTB parmi la population. Afin de permettre à beaucoup plus de gens de s'organiser dans un groupe de base, nous voulons proposer une conception beaucoup plus ouverte. Participer à un groupe de base doit être simple. Les membres doivent aussi s'y sentir chez eux.

En même temps les groupes de base fonctionnent selon certains critères stricts, fixés par le congrès dans les articles 15 et 16 des nouveaux statuts.

Qui peut adhérer à un groupe de base du PTB ?

L'article 11 des nouveaux statuts autorise tout membre consultatif à entrer dans un groupe de base s'il

- a une carte de membre ;
- a rempli un formulaire d'adhésion ;
- paye une cotisation de 5 euros par mois ;

- participe régulièrement aux réunions du groupe de base ;
- accepte que le parti travaille selon les statuts et les documents du Congrès.

L'adhésion de nouveaux membres de groupe doit être approuvée par le groupe de base et par l'organe supérieur.

Le travail du groupe de base à l'égard des membres consultatifs

Le groupe de base travaille activement avec tous les membres consultatifs et base son action sur l'apport de ces membres. Il examine donc avec chaque membre consultatif comment celui-ci peut le mieux contribuer au travail du parti.

Il assure une dynamique de groupe basée sur la camaraderie et agit selon le principe collectif : un pour tous, tous pour un.

c. Les membres consultatifs

Comment devient-on membre consultatif ?

L'article 10 des nouveaux statuts détermine comment on devient membre consultatif :

Peut devenir membre consultatif, tout homme ou femme ayant atteint l'âge de 18 ans, qui se reconnaît dans le parti et son action, remplit un formulaire d'adhésion et paie une cotisation annuelle.

La cotisation annuelle se monte à 20 euros. Pour une famille c'est 30 euros. Chaque membre reçoit mensuellement le journal du parti *Solidaire*.

Quels sont le rôle et l'importance de l'assemblée générale des membres (AGM) ?

Nous voulons souligner et revaloriser l'importance des membres consultatifs et de l'assemblée générale des membres (AGM), leur dynamique et leur force.

L'article 14 des nouveaux statuts définit le rôle de l'assemblée générale des membres :

L'assemblée générale des membres rassemble tous les membres d'une entreprise, d'un quartier ou d'un terrain de travail. Par l'AGM, le parti implique les membres consultatifs dans les activités et les campagnes du parti. L'AGM est ouverte à tous les membres (consultatifs, de groupe et militants) et aussi aux sympathisants qui envisagent de devenir membres.

Pour avoir droit de vote à l'AGM, il faut être membre. Les AGM ont lieu tous les six mois au moins.

4.2. Le respect des droits et de l'engagement de chaque niveau

Le Congrès du parti se prononce contre la confusion des différents niveaux dans le parti. En particulier, ne sont pas admis dans le groupe de base – ou à la réunion du groupe de base – les membres consultatifs qui ne peuvent ou ne veulent satisfaire aux cinq conditions pour être membre de groupe.

Pourquoi ?

Les cinq conditions d'adhésion au groupe de base sont l'expression d'un engagement concret dans une unité organisée du parti.

Elles expriment un engagement comme constituant actif de l'ensemble du parti.

Elles expriment l'engagement à travailler selon certaines règles démocratiques, sur une base collective et commune.

Tout cela est nécessaire pour garantir la force de frappe collective du parti. C'est cette force de frappe collective qui est pour nous l'essentiel dans notre modèle de parti comme parti communiste. Elle est nécessaire pour pouvoir – comme un seul homme – diriger la lutte de classe.

Les membres consultatifs y contribuent, mais à un autre niveau. Nous respectons leur type d'engagement. Nous leur demandons de jouer leur rôle à l'AGM et de contribuer aux activités du groupe de base.

Le Congrès fait deux exceptions à cette règle :

1. Création de nouvelles unités du parti (groupes de base en construction)

Nous appelons les membres consultatifs et les membres de groupe à édifier de nouveaux groupes du parti sur leur terrain. Il s'agira souvent de réunions de membres consultatifs, éventuellement avec des membres de groupe, avec des sympathisants. Nous stimulons diverses formes transitoires avec le but de former à terme un véritable groupe de base. L'article 18 des statuts prévoit explicitement cette possibilité : « Des membres qui veulent fonder un nouveau groupe du parti dans leur quartier, dans leur entreprise ou sur leur terrain de travail le demandent à leur direction provinciale. Si la demande est acceptée, la direction provinciale fixe des règles pour d'éventuels groupes de base en construction. »

2. Élargissement de groupes de base lors d'une lutte importante

Nous souhaitons ouvrir les groupes de base lors d'une lutte importante. Pendant la lutte contre le pacte des générations (2005) et lors des élections communales (2006), diverses sections ont appliqué cela avec succès, avec pour résultats : des groupes de base bien fournis. C'est en effet à de tels moments que beaucoup de gens actifs veulent s'engager plus.

C'est pourquoi on adopte l'article 17 des nouveaux statuts : « Dans le cas d'une lutte importante, le Conseil provincial ou

le Conseil national peuvent ouvrir pour une période bien déterminée le ou les groupes de base aux membres consultatifs qui veulent être plus actifs. »

4.3. Dynamique de groupe

Pour que le parti devienne vraiment le port d'attache des travailleurs, il faut qu'ils s'y sentent bien. Dans le parti on n'est pas tout seul. On fait partie d'un ensemble fort, où il y a de la solidarité et de l'entraide, du respect mutuel et de la dynamique de groupe. D'où l'importance des règles suivantes :

- Développer autant que possible la dynamique de groupe ; en même temps chacun doit se sentir à sa place.
- Créer un cadre agréable pour les réunions, prêter attention à ce que les membres proposent. On peut prévoir une boisson, de quoi grignoter. On peut aussi aller de temps en temps ensemble au cinéma ou à une autre activité.
- Mettre au centre le travail individuel des membres. Faire une grande place aux problèmes liés à l'entreprise ou au quartier. La réunion doit être un instrument pour l'action.
- Le groupe de base est une boîte à idées, les membres y viennent avec des propositions et des solutions.
- Maintenir le contact avec les membres entre les réunions : passer un coup de fil, envoyer un SMS, un e-mail. Aujourd'hui les gens vivent avec ces moyens de communication.
- Nous ne pourrions garder les nouveaux membres que s'ils se sentent chez eux, s'ils sentent l'utilité de leur contribution. C'est pour cela qu'il est important que chaque groupe de base ait un projet commun, décidé et discuté avec tous, sur base des idées et des problèmes que nos membres apportent.

5. Au PTB chacun a droit à une formation adaptée

Nous voulons offrir sept sortes de formations.

5.1. Formation dans les groupes de base

Le premier instrument pour la formation dans les groupes de base est notre hebdomadaire *Solidaire* et le portail www.ptb.be. Pour la formation plus approfondie nous utilisons *Études marxistes*.

5.2. La formation de base

La formation de base est accessible à tous. Elle est organisée à l'échelle locale ou provinciale.

La formation de base peut être une formation sur l'actualité. Elle peut porter sur des thèmes syndicaux.

La formation peut aussi être organisée sous forme de visite à des expositions, ou en invitant un écrivain.

La formation peut aussi traiter d'une visite à d'autres partis frères ou d'un voyage dans un pays socialiste.

Nous nous efforçons de publier une série de petits livres sur le modèle du livret édité lors du pacte des générations, par exemple, dans lesquels on parle du marxisme et de thèmes d'actualité.

Il est aussi important d'avoir pour les nouveaux membres de groupe un livret sur le programme et les principes de fonctionnement du PTB (lié aux statuts).

5.3. Formation pour le démarrage d'un groupe de base

Cette formation est une aide pour tous ceux qui veulent démarrer un nouveau groupe de base ou de membres consultatifs.

C'est surtout une école pour apprendre pratiquement à diriger un groupe. Il faut élaborer un petit manuel pour cela.

5.4. École des militants

Formation aux classiques du marxisme, au rythme de trois week-ends par an. Cette formation vise les (jeunes) intellectuels et les travailleurs.

5.5. École des cadres ouvriers

Pour renforcer le caractère ouvrier du parti, il est nécessaire que nous reprenions des ouvriers dans les fonctions dirigeantes. Pour réaliser ça, il faut de la formation.

5.6. École des cadres du 8^e congrès

Celle-ci est destinée aux cadres à qui on demande de prendre de hautes responsabilités à la direction du parti.

5.7. Autres formations

D'autres initiatives de formation sont intéressantes aussi. Ainsi le parti recommande les cours d'été et d'hiver de l'Université marxiste.

6. Qu'est-ce qui doit encore changer pour pouvoir atteindre ces objectifs ?

6.1. Le parti

Nous demandons à nos membres de *s'implanter là où ils vivent*. Car c'est là que leurs enfants vont à l'école, c'est là qu'on est souvent membre d'un club ou d'une organisation sociale. Nous demandons qu'ils participent à des activités dans le quartier. Ce sont des lieux naturels pour parler de notre parti aux gens.

Le PTB doit devenir une *maison ouverte*. Dans le plus d'endroits possible, nos secrétariats doivent avoir un visage humain, avec des portes ouvertes. Propre et sympa. Nous pouvons organiser des permanences sur certains thèmes, des moments de rencontre fixes, etc. Nous voulons un maximum d'adresses de contact dans les petites villes, communes et quartiers. Selon les possibilités, les membres peuvent aussi organiser eux-mêmes des choses pour leurs connaissances, pour des membres du quartier.

Le PTB doit *offrir plus de services* pour aider à résoudre les problèmes des travailleurs. Tout comme Médecine pour le Peuple, beaucoup de nos camarades intellectuels doivent être des spécialistes. Nous avons besoin d'aide juridique pour nos sections ouvrières. Idem pour les conseillers communaux. Médecine pour le Peuple peut offrir plus de service aux comités pour la prévention et la protection au travail. Des services sur les impôts, sur les factures d'énergie.

Si nous nous lançons là-dedans, nous pourrions mettre au travail de nouveaux collaborateurs, dont des intellectuels. Le travail bénévole attire encore de nombreux jeunes.

6.2. Le style de travail des cadres

La direction du parti doit plus centraliser et traiter ce qui vit chez nos membres implantés. Pour cela, il faut développer plus encore la démocratie. Avec un meilleur suivi de tous les rapports d'activité.

De chaque campagne, il faut faire un bilan national qui part du bilan que font les unités de base et les directions provinciales.

Organiser des séminaires pour assimiler des bilans importants. Pour échanger des expériences et apprendre ainsi les uns des autres.

Les cadres doivent consacrer plus de temps à l'écoute, à l'accompagnement et à la centralisation.

Tous les membres du Conseil national doivent être liés concrètement avec le travail à la base dans la province où ils habitent.

Les cadres prennent part à la pratique pour réaliser des expériences pilotes, et ensuite les généraliser.

Notes

- 1 La précédente crise de ce type a été celle des années 30 – qui a débouché sur la Deuxième Guerre mondiale. La crise structurelle s'étend sur toute une période. Elle est caractérisée par une croissance lente, une surcapacité de production permanente dans les entreprises et, par la même occasion, un taux de chômage en permanence élevé et une fragilité financière croissante. De nombreuses crises conjoncturelles la traversent, alternance de croissance et de récession, qui ne durent chacune que quelques années.
- 2 Entre autres en augmentant le rythme de travail.
- 3 Par exemple, en obligeant les travailleurs à produire plus pour le même salaire.
- 4 Cette surproduction est donc relative : les entreprises produisent trop de marchandises par rapport au pouvoir d'achat. Bien sûr qu'en termes absolus, les besoins des gens sont très loin d'être satisfaits.
- 5 Les grands moyens de production sont les grandes entreprises, la grande propriété terrienne, l'agrobusiness, les moyens de communication et de transport.
- 6 Ronald Reagan, président des États-Unis jusqu'en 1988, et le premier ministre britannique d'alors, Margaret Thatcher, n'ont jamais caché leur plein soutien aux organisations et mouvements anticommunistes dans les pays socialistes. Ils ont revendiqué le renversement des régimes socialistes comme une victoire directe de leurs gouvernements.
- 7 Il y a déficit commercial quand les importations sont supérieures aux exportations.
- 8 Le produit intérieur brut (PIB) correspond à la valeur totale des biens et services marchands produits dans un pays donné au cours d'une année donnée.
- 9 Des crises financières – d'envergure différentes – se suivent à un rythme accéléré ces dernières années. Comme la baisse subite des actions en bourse au mois d'août 2007. Le gouvernement de Washington a stimulé l'achat de logements par les ménages. Ceux-ci ont eu largement recours à des prêts hypothécaires. Mais suite aux baisses des

revenus et hausses des prix, un nombre croissant de citoyens ne peut plus rembourser ces prêts. Les actionnaires craignent que des banques ne fassent faillite, entraînant d'autres entreprises dans leur chute. Ils vendent massivement leurs actions, ce qui en fait dégringoler les prix. Une réaction en chaîne frappe tous les marchés du monde. Il ne sera pas toujours possible d'éviter que pareille crise mène à une crise financière majeure.

- 10 Patrick Artus travaille comme analyste économique pour le président français Sarkozy. Selon lui, « le pire est encore à venir » (*La tribune*, 27 août 2007). Alan Greenspan, l'ex-président de la Federal Reserve, la banque centrale des États-Unis, généralement plus optimiste, estime à 50 % le risque de récession en 2008 (*International Herald Tribune*, 18 décembre 2007).
- 11 Aux États-Unis, l'âge légal de la retraite est de 70 ans. Un ouvrier y trime en moyenne 1 900 heures par an, contre 1 700 dans l'Union européenne. Les charges sociales n'y sont que de 26 %, contre 40 % dans l'Union européenne, etc.
- 12 OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord, mise sur pied en 1949 par les États-Unis. Cette alliance politique et militaire des puissances occidentales servait à faire pression sur le camp des pays socialistes de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique et si possible à les conquérir militairement. Ce n'est qu'en 1955 que les pays socialistes mettent sur pied leur Pacte de Varsovie, afin de se défendre. Mais lorsqu'en 1991 ce pacte fut dissout, suite à la contre-révolution, l'OTAN au contraire décida de se renforcer en vue d'interventions partout dans le monde.
- 13 L'Espagne et le Luxembourg ont également soumis le projet à un référendum. La Grande Bretagne l'a annulé après les référendums en France et aux Pays Bas.
- 14 Raison pour laquelle différentes forces politiques réclament des mesures contre les syndicats... voir plus loin.
- 15 La majorité des attentats frappent les troupes d'occupation. (Selon un rapport des services de renseignement de la Défense américaine, la DIA, « 70 % des attentats à la bombe du mois de juillet 2006 étaient

- dirigés contre les troupes d'occupation étrangères et 20 % contre les nouveaux services de sécurité irakiens. À peine 10 % sont des attentats aveugles contre des civils ». *New York Times*, 17 août 2006.) Mais les médias, censurés par l'armée US, ne nous montrent en général que les actes terroristes perpétrés par des forces intégristes, le plus souvent à la solde soit des États-Unis, soit de clans rivaux au sein du gouvernement irakien qui n'existe que par la grâce de Washington.
- 16 Par révolution nationale on entend : chasser l'occupant, acquérir son indépendance. La Chine a été dominée d'abord par plusieurs puissances occidentales, jusqu'à ce qu'elle tombe presque entièrement sous la domination du fascisme japonais au début des années 1930. Par révolution démocratique on entend : renverser l'absolutisme féodal, le pouvoir de la classe des grands propriétaires fonciers, et le remplacer par le pouvoir du peuple.
 - 17 L'immense Chine n'a jamais été complètement colonisée, mais diverses grandes puissances – la Grande Bretagne, l'Allemagne, la France, le Japon et même la Belgique – y possédaient des « concessions » (quartiers) dans quelques grandes villes, surtout près de la côte.
 - 18 Le rapport sur le Développement humain (2004) des Nations Unies classe la Chine à la 94^e place, sur un total de 179 pays. Voir: http://hdr.undp.org/reports/global/2004/francais/pdf/presskit/HDR04_PKFR_HDI.pdf.
 - 19 L'OMC (Organisation mondiale du commerce) est avec ses 151 pays adhérents l'une des plus importantes institutions internationales. L'OMC organise le commerce dans le monde sur base d'accords conclus entre les États membres à propos de normes réglementant le commerce international. Ces accords concernent l'agriculture, le commerce de marchandises, de services, la propriété intellectuelle et les brevets. L'OMC veille également au respect de ces normes. En cas de litige, elle prend en charge l'arbitrage. Elle a également le pouvoir d'imposer des sanctions aux pays qui transgressent les normes établies.

- 20 En 2006, elle consacrait plus de dix milliards de dollars à des projets d'infrastructure en Afrique. Des routes au Nigeria, un réseau téléphonique au Ghana, une usine d'aluminium en Égypte.
- 21 Prenons l'exemple de l'industrie textile. Aujourd'hui, en Belgique, ce secteur emploie 36 000 travailleurs – ils étaient trois fois plus nombreux en 1975. Néanmoins, avec 75 000 emplois en moins, le secteur produit autant qu'il y a 30 ans. Dans l'hebdomadaire *Trends* du 20 septembre 2007, Geert Noels, le chef économiste du courtier en bourse Petercam, déclare : « Sans la Chine, nous serions déjà en récession. » Sans la Chine, l'emploi en Europe, aux États-Unis et dans le reste du monde paierait effectivement un prix très lourd.
- 22 Le bureau central du plan des Pays-Bas a calculé que le commerce de marchandises chinoises importées a amené Pays-Bas 8 000 emplois. Il faut y ajouter 15 000 emplois hollandais que la Chine crée en important des produits des Pays-Bas (Centraal Planbureau, *China and the Dutch economy*, La Haye, septembre 2006, p. 52). « Espérons que la croissance se maintienne en Chine, sinon cela ira très mal pour l'économie mondiale », écrit *The Economist* le 29 septembre 2007.
- 23 La Russie était la plus grande des républiques qui constituaient l'Union soviétique. L'Ukraine, la Géorgie, le Bélarus (Biélorussie), les actuelles républiques baltes, etc. en faisaient aussi partie.
- 24 L'économie russe avait au cours des années 90 beaucoup régressé par rapport à la période d'avant 1989. Mais depuis 1999, elle se redresse effectivement. Le PIB par exemple a grimpé de 260 milliards de dollars en 2000 à 987 milliards de dollars en 2006. D'autres indicateurs de développement vont dans le même sens, comme en témoignent les chiffres fournis par la Banque mondiale.
- 25 Un monde où différentes puissances économiques, politiques et militaires empêchent une superpuissance de dominer.
- 26 Le Sud devait livrer au Nord des matières premières à bon marché (comme le cuivre du Chili par exemple), importer des produits finis très chers des États-Unis et permettre aux multinationales étasuniennes des investissements sûrs, c'est-à-dire des salaires et des conditions

- sociales et syndicales telles que d'immenses profits leur étaient garantis.
- 27 Bolivarien : appelé ainsi d'après Simon Bolivar, héros de la lutte d'indépendance des peuples latino-américains contre l'Espagne, au début du 19^e siècle.
- 28 Ce qui ne veut pas dire que les gens croient d'office dans son projet d'avenir socialiste – comme l'a montré le résultat négatif du référendum sur une nouvelle constitution le 2 décembre 2007
- 29 En France, plus de sept millions de salariés perçoivent un salaire inférieur à 722 euros par mois. Plus de trois sans abri sur dix ont un boulot à temps complet, partiel ou précaire. En dix ans, l'intérim a augmenté de 130 %, le nombre de contrats à durée déterminée de 60 % et les contrats à durée indéterminée seulement de 2 %. (*7 millions de travailleurs pauvres*, Jacques Cotta, Éditions Fayard).
- 30 Le revenu total est la somme des revenus du travail et des revenus des fortunes.
- 31 *Études marxistes*, n° 74 (2006).
- 32 *Études marxistes*, n° 77 (2007).
- 33 *Études marxistes*, n° 73 (2006).
- 34 Données provenant surtout des *Rapports sur le développement humain de 2003 et 2006*.
- 35 La Communauté des États indépendants (CEI) regroupe douze anciennes républiques de l'Union soviétique d'avant son démembrement en 1991 : l'Ukraine, la Fédération de Russie, le Bélarus, la Moldavie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.
- 36 *Études marxistes*, n° 72 (2005).
- 37 À cela vint s'ajouter qu'ils se sont coupés du monde dans lequel vivaient les petites gens. Dans les statuts, on pouvait lire que les cadres et les élus du POB pouvaient gagner cinq fois la norme d'un salaire ouvrier moyen. Les parlementaires portèrent leur traitement à dix fois le salaire ouvrier moyen.
- 38 L'enjeu de la Première Guerre mondiale (1914-1918) fut la division et la répartition du monde : des colonies et des sphères d'influence. Deux

blocs étaient opposés. L'Angleterre et la France voulaient conserver leurs territoires coloniaux contre l'Allemagne, en pleine ascension. La Belgique voulait conserver le Congo, menacé par l'Allemagne. La Russie se rallia au premier bloc afin de s'emparer d'une partie des Balkans, appartenant alors à l'Autriche.

- 39 *Rode Vaan* : journal néerlandophone du parti communiste.
- 40 Le progrès en physique (physique quantique), en biologie (biologie moléculaire), en mathématiques (théorie du chaos), etc.
- 41 Par exemple, les molécules, les atomes et les particules changent en permanence de place et sont toujours en mouvement, comme la terre, le soleil, les constellations et des structures plus vastes encore (galaxies composées de systèmes solaires). Dans leur ouvrage, *The Dialectical Biologist*, les biologistes Levin et Lewontin écrivent avec pertinence : « Une constante se transforme en variable, une cause se transforme en conséquence et des systèmes se développent tout en détruisant les conditions qui les ont fait naître. »
- 42 *L'homo sapiens sapiens*. Des analyses génétiques récentes (ADN) prouvent que notre espèce humaine est apparue en Afrique voici quelque 150 000 ans. Et, par la suite, voici environ 50 000 ans, elle a commencé à se répandre dans le monde (Asie, Australie, Europe). Les humains vivaient collectivement en « clans ». Les moyens (primitifs) de production étaient la possession commune du clan.
- 43 Cette période a été baptisée la *révolution néolithique* en raison de la révolution dans le développement des forces productives : les communautés, sédentarisées entre-temps, vont se servir de canaux d'irrigation et du fumage ; des animaux comme force de traction et de la charrue ; de véhicules munis de roues, de bateaux à voile ; du cuivre, du bronze, de la pierre et du verre ; du calendrier solaire, de l'écriture, des systèmes de numération, etc.
- 44 La féodalité : un système social dans lequel la plupart des gens devaient travailler comme sujets ou serfs pour la classe féodale dominante. En Europe, ce système régna au moyen âge.
- 45 En 1917, l'Union soviétique comptait plus de 75 % d'analphabètes. Vingt ans plus tard, ce chiffre était retombé à 10 % de la population

et vingt ans plus tard encore, à 1,5 %. En Chine, lors de la révolution de 1949, 80 % des habitants étaient analphabètes. En 1964, ce chiffre avait été ramené à 54,8 %, en 1990 à 15,9 %. À Cuba, 40 % de la population était analphabète et 40 % semi analphabète. En un an à peine, la majorité écrasante des Cubains savaient lire et écrire. Fin 1961, Cuba devenait le premier pays latino-américain sans alphabétisme. Il a fallu attendre 2005 pour qu'il y en ait un second : le Venezuela.

- 46 Trente ans après la révolution d'Octobre, les Soviétiques comptaient 456 000 élus. Aux postes les plus élevés de la recherche et de l'industrie, 141 000 femmes ingénieurs travaillaient à la construction du socialisme. À Cuba, aujourd'hui, 65 % des cadres scientifiques et techniques sont des femmes.
- 47 Avant la révolution, la Russie connaissait le plus haut chiffre de mortalité d'Europe. Le pouvoir soviétique créa un service national de santé et, à partir de 1930, les soins de santé furent gratuits pour toute la population. L'accent était placé sur une médecine préventive et curative ainsi que sur des conditions de travail saines. En Chine, l'espérance de vie a doublé entre 1949 et 1976 : de 32 à 65 ans. Aujourd'hui, le Chinois moyen vit 71 ans. Le système de santé cubain est l'un des plus avancés de la planète.
- 48 Dans la *lutte contre le fascisme*, environ 14,5 millions de soldats de l'Armée rouge ont donné leur vie. Sept millions d'autres citoyens soviétiques ont été tués. En tout, plus du quart de toute la population en âge de travailler. Des 783 divisions militaires de l'Allemagne nazie, 607 furent défaites sur le front germano-soviétique. Et 80 % des pertes nazies ont été causées par l'Armée rouge et par les partisans de l'Union soviétique.
- 49 Entre 1989 et 2003, la production (PIB) des anciens pays socialistes a baissé en moyenne de 35 %. Exemples : Russie : - 33 %, Ukraine : - 50 %. En six ans, l'espérance de vie masculine en Russie est retombée à 48 ans (en 1997). Le chômage qui, avant 1989, n'existait pratiquement pas, a atteint des hauteurs préoccupantes. Dans certains pays, les revenus ont baissé de plus de 60 %. Presque partout, une

crise grave a frappé la paysannerie. En Europe centrale et de l'Est, les régions rurales comptent aujourd'hui plus de douze millions de pauvres, lesquels doivent se débrouiller avec moins de 4,30 dollars par jour.

- 50 Cette analyse était déjà celle du 4^e Congrès du parti. Elle a été reprise par la suite dans l'ouvrage de Jo Cottenier et Kris Hertogen, *Le temps travaille pour nous. Militant syndical dans les années 1990. Crise, nouvelles technologies et industrialisation*. EPO, Berchem 1991. Récemment, cette analyse a connu un nouveau développement dans : Peter Mertens, *La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales. Études marxistes*, n° 72, Inem, Bruxelles, octobre-décembre 2005.
- 51 Les dix principales entreprises pharmaceutiques réalisent plus de la moitié de la vente de toutes les chaînes pharmaceutiques. Six constructeurs automobiles contrôlent 76,3 % de la production mondiale. Dix chaînes alimentaires assurent 57 % des ventes de tous les grands distributeurs d'alimentation dans le monde. Six entreprises agrochimiques contrôlent 70 % du marché mondial.
- 52 En 1820, le rapport entre le niveau de vie des pays les plus riches et celui des pays les plus pauvres était de 3 à 1. En 1950, il était déjà de 35 à 1 et, aujourd'hui, il est de 72 à 1. La situation empire.
- 53 « Mapping people and their needs », *State of World Population 2004*, p. 26, www.unfpa.org/swp/2004/pdf/en_swp04.pdf.
- 54 Sous le socialisme cubain, l'Assemblée nationale discute en décembre de chaque année le bilan de l'année précédente et le budget de l'année à venir. Mais les projets de plans sont d'abord discutés dans les entreprises, les coopératives et les assemblées de quartiers. Ainsi, les mesures prises durant la « période spéciale » (1990-2005) ont d'abord été discutées dans 70 000 assemblées populaires. Plus de trois millions de propositions ont ainsi été exprimées. Des mesures importantes du projet de plan ont été rejetées et le plan a été minutieusement réadapté.
- 55 Par exemple : dans le socialisme cubain, le pouvoir du peuple (Poder Popular) est dirigé par l'Asamblea Nacional del Poder Popular (assemblée nationale du pouvoir populaire). Celle-ci compte 603 re-

présentants. La moitié plus un des élus est directement élue par le peuple (dans les quartiers, par l'Assemblée Municipale). La moitié moins un est élue par les organisations de masse (syndicat, femmes, jeunes, paysans...) afin d'avoir une représentation équilibrée. Environ 80 % des représentants sont des travailleurs. La participation à l'Assemblée nationale (le parlement) n'est pas un emploi à temps plein. C'est l'obligation, pour chaque représentant, de demeurer actif sur le lieu où il a été élu (entreprise, exploitation agricole, quartier, province). Et il a des comptes à rendre.

56 Fin 2001, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international avaient mis l'Argentine au bord de la faillite. La classe moyenne perdit toutes ses économies, les pensionnés leur pension et les ouvriers leur emploi. La majorité du peuple perdit ses illusions à propos des politiciens bourgeois : « *Que se vayan todos !* » (Qu'ils s'en aillent tous), disait un slogan fameux. Quelques jours avant la Noël, la révolte a débuté par le pillage des supermarchés de Buenos Aires par des gens affamés. Sur ce, ouvriers, employés, fonctionnaires, étudiants, chômeurs passèrent à l'action, allant de l'auto-provisionnement en nourriture dans les magasins à des manifestations accompagnées de tintamarres de casseroles pour affronter la police anti-émeute. Des entreprises furent occupées, des réunions locales furent convoquées et des *piqueteros* sans travail bloquèrent les grands-routes. Ce fut le début de l'*Argentinazo*. Les deux premiers jours, il y eut 32 tués, 300 blessés. Au moins 2 500 Argentins furent arrêtés.

57 Il est intéressant de garder en tête un certain nombre de règles d'or pour l'action. Voici des règles que nous empruntons au SP Nederland, mais qui correspondent bien à notre propre expérience :

1. Une action, ça se mène avec les gens. Il faut y consacrer beaucoup de temps et d'énergie.
2. L'action est un moyen d'atteindre quelque chose. Adaptez vos moyens aux changements de circonstances.
3. L'action requiert une connaissance des choses et du savoir-faire.
4. L'action, c'est la lutte. Tenez compte des points forts et des points faibles de toutes les parties impliquées.

5. Passer à l'action signifie attaquer. Évitez de vous retrouver sur la défensive.
 6. L'action requiert une bonne organisation. La bonne volonté seule est insuffisante.
 7. On mène une action pour engranger des résultats.
- 58 Pendant des Équipes populaires, une association membre du Mouvement ouvrier chrétien.
- 59 Pendant du Mouvement ouvrier chrétien.

